

EXERCICE 2011



> **Fabrication Française**

> **Investissements Industriels**

> **Innovation**

> **Trophée 2010-2011 Entreprise Citoyenne**

> **Compétitivité**

90
ANS

«Même après 90 ans, ce n'est qu'un début ! L'histoire de Sam se poursuit,
avec un savant mélange de **Tradition et d'Innovation.**»

www.sam.eu

Historique

En 1906, François Blanc, Ingénieur des Mines, se lance dans la forge, en fondant la société « les Forges Stéphanoises ».

Pendant la 1^{ère} guerre mondiale, les Etats-Unis d'Amérique apportent une aide décisive à la France et lui font découvrir, accompagnant tout leur matériel, l'outillage à main industriel forgé de haute qualité. Celui-ci est essentiellement constitué d'outils de serrage : clés, pinces, tournevis... et d'outillage coupant : cisailles, coupe boulons... Aussitôt la paix revenue, François Blanc reconvertit en **1921** une partie de ses ateliers de forge vers la production de ce même outillage industriel et le baptise **SAM**... comme l'Oncle SAM d'Amérique.

Au cours du XX^{ème} siècle, SAM va se développer à l'intérieur du Groupe Forges Stéphanoises créant sa propre forge en 1972, ouvrant une succursale au Bénélux et une filiale en Espagne en 1998. Le site historique de Saint-Etienne sera ensuite progressivement restructuré, avec notamment un nouveau siège, un centre logistique moderne et un nouvel atelier de parachèvement.

Aboutissement de cette constante stratégie d'autonomie, en **2001** le Président Michel Blanc, petit-fils du fondateur, demande à ses actionnaires de prononcer la scission de Forges Stéphanoises au profit de ses deux filiales SAM et SETFORGE. Depuis cette date, SAM est une société indépendante, cotée au compartiment C du marché d'Euronext Paris.

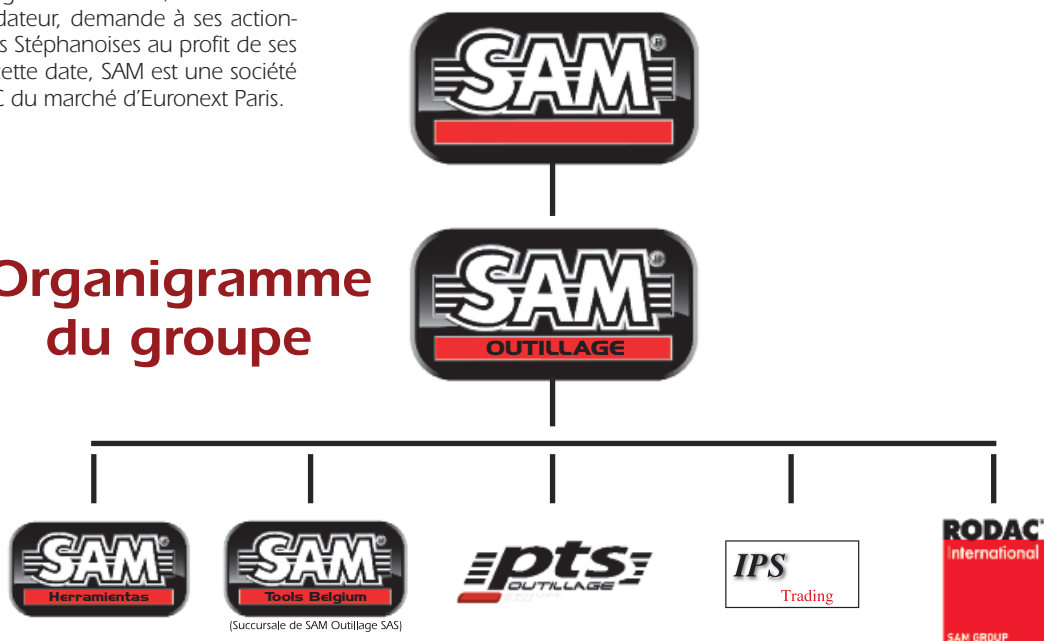
Au cours de ses quatre vingt dix années d'existence, SAM a toujours su évoluer pour apporter à ses clients et utilisateurs des outils adaptés à leurs besoins.

Ceci fut fait dans le strict respect des valeurs fondamentales inculquées tant par la famille fondatrice que par celles issues du tissu industriel stéphanois...un équilibre judicieux, entre tradition et innovation

Ce sont ces valeurs intrinsèques qui permettent au Groupe **SAM, aujourd'hui**, fort de son histoire, de relever avec confiance les défis permanents d'un environnement toujours plus exigeant.

Cinq présidents seulement se sont succédés à la tête de l'entreprise au cours de ces 90 ans. De François Blanc le fondateur à Noël Guichard qui cède cette année sa place après près d'un demi-siècle dans l'entreprise, tous se sont attachés à défendre ces valeurs, garante de la pérennité d'un modèle économique, social et sociétal auquel l'ensemble des collaborateurs et partenaires du Groupe demeurent attachés et fiers.

Organigramme du groupe



Le mot du Président

2011 fut une année charnière pour Sam, première année de la mise en place du nouveau plan stratégique approuvé par votre Conseil d'Administration et présenté lors de l'Assemblée Générale du 20 mai 2011. Les charges exceptionnelles afférentes à ce plan stratégique ont lourdement pesé sur notre résultat net, très légèrement négatif, de -131K€. Le chiffre d'affaires, quant à lui, affiche une croissance de +14,1% (+13,4% à périmètre équivalent, hors croissance externe et contrats spéciaux).

A la lumière de cette croissance, des synergies générées par la mise en place de ce plan de développement stratégique et malgré un contexte général incertain sur le plan économique et financier, nous demeurons confiants dans notre avenir et proposons donc le maintien de notre dividende à 1,20 € par action.

En 2011, Sam a procédé à deux opérations de croissance externe :

- Fin juillet, nous avons acquis PTS/IPS et renforcé ainsi notre offre sur le segment automobile par une gamme large d'outils pneumatiques ainsi que la compétence des deux associés fondateurs.
- Fin décembre, c'est le fonds Greenlight Investments qui nous cédait sa participation dans Rodac bv ainsi que sa filiale allemande Rodac GmbH. Rodac est une marque connue et appréciée dans le domaine de l'équipement automobile nous ouvrant ainsi la voie pour notre développement dans les pays d'Europe du Nord y compris pour Sam.

En 2012, nous continuons la mise en place de notre plan stratégique pour nous renforcer dans nos autres segments clés que sont l'Industrie et l'Artisan, tant par des opérations de croissance externe que par le renforcement de nos structures de R&D ainsi que des investissements de production afin d'adapter notre outil industriel aux défis de demain et pouvoir répondre à notre ambition de fabricant français leader d'outillage à main professionnel au service de nos clients, tant distributeurs qu'utilisateurs finaux.

Enfin, à la fin de 2011 nous avons fêté conjointement les 90 ans de la marque et le départ de Noël Guichard après plus de 48 années au service de l'entreprise. Nous lui avons rendu un hommage appuyé mais je souhaite le remercier une fois de plus pour nous avoir transmis une entreprise dont les valeurs fortes d'engagement social et sociétal qu'il a su nourrir et développer n'en font qu'un atout de plus dans la mise en place de notre projet « Cap 100 ».

C'est avec fierté que je lui succède dans la fonction de Président directeur général que m'a confiée votre Conseil d'Administration et c'est avec conviction et détermination qu'Olivier Blanc et moi-même, tous deux arrière petits-fils de notre fondateur, François Blanc, reprenons le flambeau et conduisons ensemble votre entreprise vers sa nouvelle destinée.

Frédéric CHAMPAVERE

SAM S.A. - 60, boulevard Thiers - BP 10528 - 42007 SAINT-ETIENNE Cedex 1
SAM OUTILLAGE - 60, boulevard Thiers - BP 10528 - 42007 SAINT-ETIENNE Cedex 1
SAM TOOLS BENELUX - 1600 SINT-PIETERS-LEEUV - BELGIQUE - BELGIE
SAM HERRAMIENTAS - Poligino Iperteguy II, n° 55 - 31.160 ORCOYEN (Navarra) ESPANA
PTS - 60, boulevard Thiers - BP 10528 - 42007 SAINT-ETIENNE Cedex 1
RODAC International - Nijverheidsstraat 1, 6135Kj - Sittard - NEDERLAND



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 22 JUIN 2012

Société anonyme au capital de 7 407 543 € soumise à la législation française et inscrite au compartiment C du marché d'EURONEXT PARIS

Siège social : 60, boulevard Thiers – B.P 10528 – 42007 Saint-Etienne Cedex 1 - France
Tél : (33) 04 77 92 13 13 - Fax : (33) 04 77 92 13 28
Web : www.sam-actionnaires.com - e-mail : actionnaires@sam-outillage.com

R.C.S Saint-Etienne 433 925 344 - N° SIRET 433 925 344 00015 – Code APE 6420 Z
Code Valeur ISIN FR0000044497 – Code TVA FR 57 433 925 344

Ce document est disponible sur simple demande au siège de la société ou sur son site internet, sur lequel figure également les précédents rapports financiers concernant les exercices 2004 à 2010.

SOMMAIRE

	PAGES		PAGES		PAGES
Historique - Mot du Président	CV 2	Attestation du Président		Résultats de la société	
Organigramme du Groupe	CV 2	Directeur Général	17	au cours des 5 derniers exercices	42
Chiffres significatifs	CV 3	Rapport du Président du Conseil	18	Renseignements sur les filiales	42
Agenda prévisionnel	CV 4	Comptes consolidés	22	Rapports des Commissaires	
Rapport de gestion	2	Rapport des Commissaires		aux Comptes	43
Données boursières	16	aux Comptes consolidé	36	Résolutions proposées	
		Comptes sociaux	38	par le Conseil d'Administration	46

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 22 JUIN 2012

(M€ = millions d'euros ; K€ = milliers d'euros)

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en assemblée générale ordinaire et extraordinaire afin :

- de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre société et de notre groupe durant l'exercice clos le 31 décembre 2011,
- de soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés dudit exercice ainsi que l'affectation du résultat et de vous proposer de donner quitus aux administrateurs,
- de soumettre à votre approbation le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce,
- de soumettre, à votre approbation, les projets de résolutions suivants :
 - Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Noël Guichard,
 - Autorisation à conférer au conseil d'administration pour l'achat par la Société de ses propres actions dans les conditions de l'article L.225-209 du Code de commerce et des articles 241-1 et suivants du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers et pour l'annulation d'actions propres détenues par la Société dans le cadre du programme de rachat,
 - Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, à l'exception d'actions de préférence, y compris par incorporation de réserves, bénéfices, primes,
 - Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital par voie d'offre au public, par émission, sans droit préférentiel de souscription, de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, à l'exception d'actions de préférence ;
 - Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital par voie de placement privé au sens de l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier, par émission, sans droit préférentiel de souscription, de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, à l'exception d'actions de préférence, dans la limite de 20% du capital social par an ;
 - Autorisation à donner au conseil d'administration pour fixer le prix d'émission des valeurs mobilières qui seraient émises avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10% du capital par an, en application de l'article L.225-136 1°, deuxième alinéa du Code de commerce,
 - Délégation de compétence à donner au conseil d'administration pour augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital consentis à la Société, dans la limite de 10% du capital et en vue de rémunérer les apports de titres réalisés au profit de la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange,
 - Autorisation à donner au conseil d'administration pour attribuer gratuitement des actions de la Société aux salariés et/ou aux mandataires sociaux en application des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce,

I. PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS ET DE L'ACTIVITÉ DU GROUPE

1.1 COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITÉ ET LES RÉSULTATS DU GROUPE

FAITS MAJEURS

Le 4^{ème} trimestre 2011 a été marqué par l'acquisition fin décembre de la société hollandaise RODAC BV et de sa filiale allemande RODAC GmbH. Cette acquisition, après celles des sociétés PTS Outillage et IPS Trading en juillet 2011, s'inscrit dans le cadre du plan stratégique 2011-2015 visant à renforcer le positionnement du Groupe sur ses marchés, à accélérer son développement – y compris à l'international – et à optimiser ses performances financières.

ACTIVITÉ

Après un très bon 4^{ème} trimestre (+ 35,3%), l'année 2011 se clos avec une progression du chiffre d'affaires de + 14,1%. Cette évolution trouve son origine essentiellement sur la France (+ 26,6%), l'export enregistrant un tassement dû à la fois au contexte géopolitique et à une année sans marchés spéciaux.

A périmètre constant, la progression organique ressort au total à + 5,6 % et sur la France à + 16,3%, ce dernier indicateur confirmant la très bonne orientation de SAM sur ses marchés nationaux.

RÉSULTATS

L'année 2011 a été une année intense de profonde réorganisation et de redéploiement stratégique, avec en particulier l'élaboration d'un plan de développement 2011-2015 et la réalisation de sa 1^{ère} étape, dont les acquisitions des sociétés PTS/IPS et RODAC.

Le recul du résultat opérationnel courant publié s'explique par les efforts importants réalisés pour mettre en œuvre la stratégie de croissance définie.

Ces efforts ont porté pour partie sur le renforcement des équipes (notamment commerciales et R&D) ; ils ont aussi mobilisé sur l'exercice des moyens spécifiques pour structurer le plan stratégique ; adapter la gouvernance et intégrer les croissances externes.

Ces investissements spécifiques (considérés comme des charges courantes au sens des normes IFRS), impactent le résultat opérationnel 2011. Ils permettront au Groupe d'accélérer fortement sa croissance et de renforcer ses positions sur ses segments cibles afin de répondre à la nouvelle ambition de SAM.

Résultat opérationnel courant : historique de l'évolution par semestre

Période	Résultat opérationnel courant	2011	2010	2009	2008
1 ^{er} semestre	En K€	271	773	131	997
	% Production	1,7 %	5,3 %	1,1 %	5,6 %
2 ^e semestre	En K€	- 82	986	505	705
	% Production		6,7 %	4,6 %	5,3 %
Année	En K€	189	1 759	636	1 702
	% Production	0,6 %	6,0 %	2,7 %	5,5 %

SITUATION FINANCIÈRE

L'endettement financier net du Groupe (différence entre la trésorerie et les dettes financières) reste positif. Il ressort à fin décembre à + 0,6 M€ (hors dettes sur immobilisations). Les capitaux propres à la même date restent très solides à 21,5 M€.

	Fin 2011	Fin 2010	Fin 2009	Fin 2008
Excédent trésorerie sur dettes financières	581 K€	5 149 K€	5 049 K€	584 K€

1.2 COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

(par rapport aux comptes de 2010)

Les états financiers consolidés du Groupe SAM relatifs à cet exercice clos le 31 décembre 2011 sont établis en normes IFRS.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Activité commerciale et industrielle : performance supérieure au marché en France...

Le chiffre d'affaires hors taxes du groupe SAM à **32,6 M€** ressort à + **14,1 %** sur l'an dernier.

L'activité sur la **France** (26,8 M€ et + 26,6 %) confirme la bonne performance de l'an dernier avec le développement de nouveaux marchés. L'activité à l'**Exportation** (5,8 M€ et - 21,4 %) enregistre un tassement dû à la fois aux contextes géopolitiques qui ont prévalu sur les territoires où nous sommes traditionnellement présents et à une année sans marchés spéciaux. L'export représente dès lors seulement 17,9 % des ventes totales contre 26,0 % en 2010.

Avec des stocks de produits finis et d'encours fabriqués stables (+ 0,1 M€), le niveau de **Production** ressort à **32,7 M€**. Les autres produits 0,1 M€ comprennent des transferts de charges.

Grâce à la croissance de chiffre d'affaires et à une activité industrielle conforme, les **produits d'exploitation** ressortent donc à **32,8 M€** soit + **11,5 %** sur l'an dernier.

Marge brute : un chiffre d'affaires toujours de bonne qualité...

La **marge brute comptable** après sous-traitance sur produits avec 58,2 % pour 58,0 % l'an dernier est stable. Le chiffre d'affaires reste de bonne qualité. Les conditions d'achat des matières et produits sont restées globalement stables sur l'exercice.

Moyens d'exploitation : des efforts importants réalisés au cours de cet exercice pour initier la stratégie de croissance, réunir les meilleures conditions de sa réussite et adapter la gouvernance...

Les **moyens d'exploitation** (autres achats et charges d'exploitation + impôts et taxes + charges de personnel) intègrent 1,3 M€ de sous-traitance produits. Hors sous-traitance produits, ils représentent 55,2 % des produits d'exploitation contre 49,9 % l'an dernier. Ils augmentent donc de + 23,3 %, compte tenu des moyens mis en œuvre pour structurer et initier la stratégie de croissance, réunir les meilleures conditions de sa réussite et adapter la gouvernance.

Plus particulièrement :

- Les charges externes ressortent à 27,4 % des produits contre 25,9 % en 2010
- Les charges de Personnel passent de 26,1 % à 29,1 % des produits. Elles comprennent outre les évolutions d'effectif : 0,2 M€ au titre de la participation des salariés aux résultats, 0,3 M€ de charges relatives à des attributions gratuites d'action (IFRS2), les coûts d'une double gouvernance due à la transition de Direction générale du Groupe entre Messieurs Guichard et Champavère.
- L'effectif moyen en équivalent temps plein et avec intérimaires, a été de 187 collaborateurs pour 169 en 2010 soit + 10,7 %. Le ratio chiffre d'affaires / effectif avec 174 K€ pour 169 K€ reste sensiblement stable.

En matière de recherche et de développement, l'effort en recherche et développement représente 0,3 M€ de charges sur l'année.

Rentabilité opérationnelle : dans une année de profonde réorganisation interne et de repositionnement stratégique, le niveau de rentabilité - en net recul sur ses historiques - ressort à l'équilibre ...

Les dotations aux amortissements se montent à 2,5 % des produits d'exploitation pour 2,4 % en 2010. Les provisions, essentiellement sur risques clients et stocks, se soldent par une légère reprise (0,1 M€) confirmant une bonne maîtrise de ces risques. Amortissements et provisions intègrent 0,2 M€ de charges relatives au transfert, début 2012, de la totalité de l'activité des sociétés PTS/IPS sur Saint-Etienne (fermeture du site de Bailly-Romainvilliers).

Les 0,2 M€ inscrits en 'autres charges opérationnelles non courantes' sont constituées exclusivement des frais d'acquisitions des croissances externes 2011.

Avec les éléments particuliers de 2011 tels que détaillés ci-dessus, le **résultat opérationnel**, en net recul, ressort quasiment à l'équilibre : - 20 K€ pour 1 538 K€ et 5,2 % des produits l'an dernier.

Résultat net et marge brute d'autofinancement :

Le coût du financement et les autres charges ou produits financiers représente 0,3 % des produits. L'impôt sur les bénéfices est quasiment nul. Au total l'exercice se solde :

- ✓ par un **perte nette** de - 0,13 M€,
- ✓ par une **marge brute d'autofinancement** de + 0,75 M€ représentant 2,3 % des produits.

BILAN CONSOLIDÉ

Une structure financière historique qui reste solide (fonds propres, trésorerie...) à hauteur des ambitions du Groupe.

ACTIF

L'**actif net non courant**, passe de 20,8 % à **23,2 %** du total du bilan.

Constitué essentiellement des immobilisations corporelles, il comprend cette année un poste 'écart d'acquisitions' de 2,0 M€. Ce poste représente la différence entre les prix d'acquisitions des croissances externes réalisées en 2011 et la juste valeur des actifs et passifs nets acquis. Cet écart d'acquisition se justifie par les synergies de revenus et de coûts attendus. La mise en œuvre de ces synergies fait l'objet de plans d'actions précis en cours.

Hors 'écarts d'acquisitions' et 'entrées dans le périmètre dues aux croissances externes', les acquisitions d'immobilisations de cet exercice, avec 0,8 M€, ont été limitées.

Le Groupe possède en propre la totalité de ses moyens immobiliers et industriels.

Les **actifs courants** forment un total de 29,3 M€, **76,8 %** du total bilan.

La valeur des **stocks nets** représente 32,5 % du total bilan pour 27,2 % l'an dernier. Hors 'entrées dans le périmètre dues aux croissances externes', les stocks évoluent de + 0,8 M€ compte tenu de mesures d'ajustements de stocks de sécurité sur des produits stratégiques à forte fréquence de sortie et compte tenu également de mises en stock de nouveaux produits dans le cadre de l'édition en juin 2011 d'un nouveau catalogue général pluri-annuel.

Le ratio de crédit clients s'améliore. Il a bénéficié des dispositions législatives en France en matière de délai de règlement (dernière réduction de délai de paiement dans le cadre des accords dérogatoires applicables à notre profession). A l'instar des années précédentes, avec une bonne gestion des créances clients et

une conjoncture économique plutôt favorable, les provisions pour clients douteux ou litigieux sont quasiment nulles.
La trésorerie et les équivalents de trésorerie restent conséquents à 5,9 M€ pour 7,8 M€ l'an dernier à la même date.

PASSIF

Les **capitaux propres** à 21,5 M€ constituent **56,4 % du passif**.

Le **passif non courant**, avec 4,3 M€ (dont 3,2 M€ de dettes financières à moyen terme) représente **19,9 % des capitaux propres**.

Le passif non courant intègre 0,4 M€ de provisions pour risques et charges constituées des provisions habituelles pour 'garantie produits' et 'médailles du travail' et 0,6 M€ de compléments de prix probables à plus d'un an sur les acquisitions 2011 au titre de la croissance externe.

Les **dettes à court terme** quant à elles, avec 12,4 M€, représentent 32,4 % du total du bilan. Elles intègrent 2,1 M€ de dettes financières à court terme et 0,9 M€ de différés de paiement ou compléments de prix à moins d'un an sur les acquisitions 2011 au titre de la croissance externe.

RATIOS DE STRUCTURE FINANCIÈRE

Compte tenu de l'ensemble des éléments signalés ci-dessus et au 31 décembre 2011 :

- 1 - Le ratio de liquidité (1,4) reste à un très bon niveau,
- 2 - Le **besoin de fonds de roulement net** passe à 14,1 M€ et **35,9 % du chiffre d'affaires** en 2011 (pour 36,7 % du chiffre d'affaires en 2010). Il reste très perfectible. Sur l'horizon 2012 - 2015, le Groupe développera des plans d'actions visant à rapprocher son ratio des meilleurs standards de la profession (de l'ordre de 25%).
- 3 - L'excédent de la trésorerie et équivalents de trésorerie sur le total des dettes financières ressort à 0,6 M€ (hors dettes sur immobilisations),
- 4 - Le total du bilan augmente logiquement (+ 17 %) et ressort à 38,2 M€.

DÉCOMPOSITION DES DETTES FOURNISSEURS

En application des articles L. 441-6 alinéa 1 et D.441-4 du Code de commerce, vous trouverez, ci-dessous, la décomposition, à la clôture des exercices 2010 et 2011, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs, par date d'échéance :

En M€	Echu	Ech. janvier	Ech. février	Ech. mars	Ech. > mars
2011	0,2	2,0	1,3	0,4	0,4
2010	0,0	1,8	1,0	0,2	0,0

1.3 EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

A la date du présent rapport, aucun événement important, susceptible d'avoir une incidence significative sur l'appréciation de la situation de la société ou du groupe, n'est intervenu depuis la fin de l'exercice 2011.

1.4 PERSPECTIVES 2012

Le Groupe optimisera ses récentes acquisitions en mettant en place les synergies de revenus et de coûts attendues. Il poursuivra ses investissements dans le cadre de son plan de développement 2011 -2015, dans tous ses volets stratégiques : commerciaux aussi bien qu'industriels. Ces investissements permettront au Groupe d'accélérer fortement sa croissance et de renforcer ses positions sur ses segments cibles afin de répondre à la nouvelle ambition de SAM.

1.5 SOCIÉTÉS CONTROLÉES ET ACTIONS D'AUTOCONTRÔLE

Nous vous rappelons que notre société contrôle, au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, la société SAM Outillage SAS détenue à 100 %, elle-même détenant :

- la totalité du capital de la société espagnole SAM Herramientas SL,
- la totalité du capital de PTS Outillage SAS dont la Société a pris le contrôle le 29 juillet 2011,
- la totalité du capital d'IPS Trading SARL dont la Société a pris le contrôle le 29 juillet 2011,
- la totalité du capital de RODAC International Bv dont la Société a pris le contrôle le 20 décembre 2011, elle-même détenant la totalité du capital de sa filiale allemande RODAC GmbH.

Le management 'clé' des prises de contrôle réalisées en 2011 a été étroitement associé à ces opérations. Il n'existe aucune action d'autocontrôle de notre société détenue par une société contrôlée.

1.6 ACTIVITÉ DES FILIALES

SAM OUTILLAGE S.A.S.

SAM Outillage SAS est l'unique filiale directe de SAM SA. Les comptes de SAM Outillage SAS intègrent sa succursale SAM Tools Belgium. SAM Outillage SAS est l'unique fournisseur de produits de sa filiale Sam Herramientas et de sa succursale SAM Tools Belgium.

SAM Outillage applique depuis ses comptes sociaux 2005, les nouvelles règles comptables françaises relatives aux actifs et aux charges à répartir.

D'une façon générale, le contexte, les tendances et les résultats décrits pour 2011 au niveau du Groupe s'appliquent aussi à SAM Outillage.

- Avec un chiffre d'affaires de 29,92 M€, SAM Outillage SAS dégage un résultat avant impôt et participation de : 1,33 M€ en 2011 pour 2,1 M€ en 2010,
- Le résultat net social, ressort de 0,75 M€ pour 0,69 M€ en 2010. Ce résultat représente 2,5 % du chiffre d'affaires.

SAM HERRAMIENTAS

Cette filiale de SAM Outillage couvre commercialement la péninsule ibérique. Son chiffre d'affaires, dans un contexte territorial toujours difficile, n'a pu être maintenu et ressort à 1,22 M€ pour 1,42 M€ en 2010. Diverses mesures additionnelles de redéploiement commercial ont été prises. Elles devraient assurer un retour à l'équilibre en 2012. Le résultat net 2011 ressort légèrement négatif (- 48 K€ contre un profit de + 10 K€ l'an dernier).

PTS Outillage et IPS trading

PTS Outillage est un acteur de référence en France pour l'outillage pneumatique dans le secteur de la maintenance automobile. Les deux entités ont été acquises le 29 juillet 2011. Cette opération apporte au groupe SAM une présence reconnue auprès des acteurs principaux de la maintenance automobile en France, une compétence et une expertise technique de premier plan dans l'outillage pneumatique. Les deux entreprises par leur association de savoir-faire et de moyens seront plus fortes et en meilleure position pour fournir une gamme complète et optimiser le support et le service rendus à leurs clients et ainsi dégager des synergies commerciales et de coûts.

Les chiffres d'affaires et résultat net social de PTS Outillage et IPS Trading, conformes aux attentes prévisionnelles, sont les suivantes :

Données 2011 M€	Chiffre d'affaires	Résultat net	Effectif ETP
PTS Outillage	4,97	- 0,15	17
IPS Trading	0,85	0,10	0

Rodac International Bv et Rodac GmbH

Cette entité a été acquise le 20 décembre 2011. RODAC International est depuis plus de 50 ans, un fournisseur d'outils et d'équipements pneumatiques. Société hol-

landaise, RODAC International Bv est leader sur ses marchés au Bénélux. La marque y est reconnue pour ses gammes larges et innovantes et la haute qualité de ses produits. La société possède également une filiale en Allemagne RODAC GmbH.

Cette opération de croissance externe permettra au Groupe SAM de renforcer significativement son activité à l'international par une marque reconnue, présente de longue date sur les marchés de l'Europe du Nord. Les données 2011 des deux sociétés, conformes aux attentes prévisionnelles, sont les suivantes :

Données 2011 M€	Chiffre d'affaires	Résultat net	Effectif ETP
RODAC	4,02	0,11	21

Est annexé au présent rapport le tableau prévu par l'article L.233-15 du Code de commerce.

II. PRÉSENTATION DES COMPTES SOCIAUX ET DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ (SAM SA)

COMPTE DE RÉSULTAT SAM SA

Les produits d'exploitation soit 0,4 M€ sont constitués de prestations refacturées à Sam Outillage SAS. Après prise en compte des charges relatives à ces prestations, des frais consécutifs à notre présence sur un marché boursier et du versement d'un dividende servi par sa filiale (3,5 M€ en 2011), l'exercice se solde par un résultat net de 2,92 M€ contre 0,81 M€ en 2010.

BILAN SAM SA

Simplifié à l'extrême et sans changement notable par rapport à 2010 le bilan est constitué :

- ✓ par les titres de participation détenus à 100 % sur SAM Outillage pour 7,3 M€,
- ✓ par la trésorerie et équivalents (2,6 M€ dont 0,4 M€ d'actions propres pour respectivement 2,9 M€ et 0,3 M€ l'an dernier),
- ✓ par un compte courant avec SAM Outillage (2,6 M€ au 31 décembre)
- ✓ par des autres créances et dettes pour un montant net au passif de 0,1 M€,
- ✓ par des provisions pour risques sur attributions gratuites d'actions 0,1 M€,
- ✓ par les capitaux propres pour 12,5 M€ contre 10,0 M€ l'an dernier.

Le total bilan augmente de + 18,9 % à 13,1 M€.

Au présent rapport est joint, conformément aux dispositions de l'article R.225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de notre société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

III. INFORMATION SUR LES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

Le capital social de 7,4 M€ est toujours constitué de 379 874 actions de 19,50 € de valeur nominale, totalisant au 31 décembre 2011 : 530 442 droits de vote (516 140 hors droits de vote suspendus).

3.1 ÉVOLUTION ET SITUATION BOURSIÈRE

Un tableau précisant le détail des cours de bourse de la Société est joint en annexe.

Dans un contexte boursier où l'indice CAC All Tradable (ex SBF 250) a évolué à la baisse sur l'année de 16 %, l'action SAM a évolué en 2011 en synthèse comme suit :

- en janvier et février, dans une fourchette de 29,3 € à 32,5 €,
- entre mars et août, dans une fourchette de 31,0 € à 39,5 €,

- entre septembre et novembre, dans une fourchette de 32,4 € à 40,0 €,
- en décembre, toujours en hausse, dans une fourchette de 33,75 à 44,95 €.

Son cours le plus bas a été de 29,30 € le 21 janvier 2011 et son plus haut a été atteint le 22 décembre 2011 à 44,95 €. Au 31 décembre 2011, son dernier cours à 43,00 € augmente de + 44 % sur un an. Son cours moyen de clôture 35,30 € se situe dans des extrêmes entre 30,01 € (janvier) et 38,35 € (décembre).

Le total des actions échangées en 2011 sur le marché s'élève à 24 790. Par rapport aux 379 874 actions en circulation, le taux de rotation s'établit à 7 %, pour 9 % en 2010, pour 18 % en 2009, 14 % en 2008, 26 % en 2007.

La capitalisation boursière de la société au 31 décembre 2011 avec 16,3 M€ contre 11,4 M€ un an auparavant, représente 76 % de ses capitaux propres consolidés de 21,5 M€.

3.2 INFORMATIONS RELATIVES A L'ACHAT, PAR LA SOCIÉTÉ, DE SES PROPRES ACTIONS

En application de l'article L 225-211 alinéa 2 du Code de Commerce, nous vous informons que la Société a réalisé, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, au titre du programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 20 mai 2011, conformément aux conditions décrites dans le descriptif du programme de rachat d'actions, les opérations suivantes sur ses propres actions :

- Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice	4 284 actions
- Cours moyen d'achat des actions au titre de l'exercice	34,94 €
- Frais de négociation	1 810 €
- Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice	2 619 actions
- Cours moyen des ventes des actions au titre de l'exercice	34,77 €
- Nombre d'actions attribuées gratuitement et définitivement au cours de l'exercice dans le cadre du plan d'attribution du 12 février 2009	2 200 actions
- Cours moyen des attributions d'actions gratuites au titre de l'exercice	24,67 €
- Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice	0
- Nombre d'actions propres inscrites au nom de la société au 31 décembre 2011	14 302 actions
- Pourcentage de capital auto détenu au 31 décembre 2011	3,76 %
- Valeur nette comptable des actions propres au 31 décembre 2011	354 898 €
- Valeur nominale des actions propres au 31 décembre 2011	278 889 €
- Valeur de marché des actions propres au 31 décembre 2011 (cours de 43,00 € à cette date)	614 986 €

La répartition par objectifs des actions propres au 31 décembre 2011 est la suivante :

Objectifs de rachat	Nombre d'actions
Animation du titre de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec la société TSAF filiale du groupe VIEL et conforme à la charte de déontologie du 14 mars 2005 de l'AFEI	144

Attribution d'options d'achat d'actions, Acquisition des actions dans les conditions prévues aux articles L.3332-1 et suivants et R.3332-4 du Code du Travail, Attribution gratuite des actions de la Société dans le cadre des articles L.225-197-1 et suivants du Code de Commerce, Attribution des actions dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion	14 158
Annulation de tout ou partie des actions acquises, par voie de réduction de capital	0
Conservation des titres acquis en vue de leur remise ultérieure en paiement ou en échange, dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe	0
TOTAL	14 302

Aucune réallocation des actions de la Société à d'autres finalités ou objectifs n'a été réalisée. La Société n'a pas utilisé de produits dérivés dans le cadre du programme de rachat d'actions. La Société est à jour de ses déclarations mensuelles.

3.3 INFORMATIONS CONCERNANT LA RÉPARTITION DU CAPITAL

En application de l'article L 233-13 du Code de Commerce, nous vous informons qu'à notre connaissance :

- ✓ Le capital de la société est détenu au 31 décembre 2011 à hauteur de plus du tiers des droits de vote par les actionnaires de référence, à savoir Monsieur Michel Blanc et la succession de Monsieur Paul Jabouley, détenant chacun plus de 10 % du capital et respectivement plus de 15 % et plus de 20 % des droits de vote.
- ✓ Les familles historiques continuent de contrôler plus de 50% des droits de vote.
- ✓ Qu'en 2011, les déclarations de franchissement de seuils suivantes ont été déposées :
 - ✓ Le 24 août 2011, Monsieur Frédéric Champavère a déclaré avoir franchi en hausse le 19 août 2011, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détenir directement et indirectement à cette date 31 535 actions SAM représentant 8,30 % du capital et 6,05 % des droits de vote,
 - ✓ Le 25 août, la société civile Lafayette Capital a déclaré avoir franchi en baisse le 19 août 2011, les seuils de 10 % du capital et des droits de vote et détenir 36 100 actions représentant autant de droit de vote, soit à cette date 9,50 % du capital et 6,93 % des droits de vote.
- ✓ Qu'antérieurement, les dernières déclarations suivantes avaient été portées à la connaissance de la société :
 - ✓ le 20 mai 2009, la société Jousse Morillon agissant pour le compte d'un fonds commun de placement a déclaré avoir franchi en hausse le seuil de 10 % des droits de vote de la société,
 - ✓ le 3 juin 2009, Monsieur Dominique Paulhac a déclaré avoir franchi en hausse directement ou indirectement par l'intermédiaire de la société Latour Gestion le seuil de 10 % du capital de la société.

3.4 OPÉRATIONS SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ RÉALISÉES PAR LES DIRIGEANTS

En application de l'article L 621-18-2 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons qu'outre la déclaration détaillée au paragraphe précédent de Monsieur Frédéric Champavère – Président Directeur Général –, Monsieur Olivier Blanc – administrateur de la société – a pour sa part informé le 31 août 2011 la société que sa société familiale AOA Capital dont il est le gérant a franchi un seuil de 2 % et détenait au 1^{er} septembre 15 619 actions SAM.

Aucune autre copie de déclaration relative à des opé-

rations d'acquisition, de cession, de souscription ou d'échanges d'actions de la société réalisées par les mandataires sociaux ou par des personnes ayant des liens personnels étroits avec l'un d'eux n'a été reçue par la société au cours de l'exercice écoulé.

3.5 PARTICIPATION DES SALAIRES AU CAPITAL

Nous vous indiquons en application des dispositions de l'article L 225-102 du Code de Commerce qu'au dernier jour de l'exercice, le capital social n'est détenu par aucun salarié actionnaire de la société ou des autres sociétés du groupe dans le cadre d'une gestion collective ou dont les intéressés n'ont pas une libre disposition. En revanche, nous vous précisons qu'au dernier jour de l'exercice, les salariés de la société ou de ses filiales, non mandataires sociaux, détiennent environ 0,7 % du capital social.

Attribution gratuite d'actions de la société

Nous vous précisons en outre que :

- les opérations d'attribution gratuites d'actions de la société au bénéfice de tout ou partie des salariés et/ou des mandataires sociaux de la société et des sociétés contrôlées effectuées durant l'année 2011 et les années antérieures sont décrites dans un rapport spécial présenté à l'assemblée générale conformément aux dispositions des articles L 225-184 et L 225-197-4 du Code de Commerce,
- qu'au cours de l'exercice écoulé, le conseil d'administration n'a pas utilisé la délégation qui lui a été accordée par l'Assemblée Générale du 20 mai 2011 dans le cadre de la treizième résolution relative à des options de souscription ou d'achat d'actions de la société,
- dans le cadre de la treizième résolution adoptée par l'Assemblée Générale du 29 mai 2008, il a été attribué gratuitement, le 18 mars 2011, 2 800 actions existantes, de la société au profit du Président directeur général et de 8 salariés du groupe. Cette attribution ne deviendra définitive qu'à partir du 18 mars 2013 et à condition que les bénéficiaires conservent les actions ainsi attribuées gratuitement jusqu'au 18 mars 2015. Il a aussi été décidé le même jour que sur les actions gratuites ainsi attribuées au Président Directeur Général, celui-ci devait obligatoirement en conserver 160 inscrites en nominatif jusqu'à la cessation de ses fonctions.

3.6 DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCE ET DE POUVOIR EN COURS DE VALIDITÉ DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 alinéa 7 du Code de Commerce, nous vous précisons que le tableau des délégations de compétence et de pouvoir en cours de validité et accordées, par l'assemblée générale, au conseil d'administration, dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de Commerce, figure en **Annexe 1** du présent rapport.

Nous vous précisons à cet égard que le conseil d'administration n'a utilisé, au cours de l'exercice 2011, aucune des délégations relatives aux augmentations de capital par tous moyens, immédiatement ou à terme avec maintien du droit préférentiel de souscription, qui lui avaient été accordées par l'Assemblée Générale du 20 mai 2011 dans le cadre des onzième et quinzième résolutions et par l'assemblée générale du 28 mai 2010 dans le cadre des treizième, quatorzième, dix-septième et dix-neuvième résolutions.

Nous vous précisons enfin que le conseil d'administration a utilisé, au cours de l'exercice 2011, la délégation qui lui a été accordée par l'Assemblée Générale du 29 mai 2008 dans le cadre de la treizième résolution relative à l'attribution gratuite d'actions dans les conditions exposées au paragraphe précédent.

IV. INFORMATION SUR LES CONSÉQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Le 18 octobre 2010, le Groupe a reçu le trophée de 'L'Entreprise Citoyenne' dans le cadre des 'trophées PME Bougeons-nous' organisé à l'initiative de RMC. En février 2012, le Groupe SAM a reçu le trophée 'Eco-Responsable' du salon de l'Équipement Pro et du Bricolage (Groupe COFAQ). Avec ces prix, SAM a été reconnue pour son respect des valeurs sociales, humaines et environnementales ainsi que pour son éthique (choix de maintenir en France son outil de production, engagement en faveur d'une politique de développement durable en jouant sur la carte des achats responsables et des produits de qualité).

4.1 INFORMATIONS SOCIALES

Dans le cadre de l'article R 225-104 du Code de Commerce relatif aux données sociales, nous vous informons que :

D'une manière générale :

- Dans le cadre de son plan de développement, le Groupe a renforcé ses effectifs,
- Nous nous sommes attachés, en conformité avec les valeurs historiques de notre Groupe, à consolider notre responsabilité sociale : par de nombreux partenariats et visites d'usines de lycées techniques et par, ainsi que le montrent les indicateurs ci-dessous, l'emploi de stagiaires et de personnel handicapé,
- Nous nous sommes efforcés, même si beaucoup reste toujours à faire, à développer un climat de confiance, ainsi et notamment :
 - La mise en place du plan de développement stratégique a fait l'objet d'une déclinaison dans toutes les strates de l'entreprise,
 - Des manifestations réunissant l'ensemble du personnel ont été organisées, notamment cette année pour fêter dignement les 90 ans de la marque SAM,
 - La mise en place d'un accord dérogatoire de participation s'est substituée de manière plus avantageuse aux accords existants d'intéressement et de participation légale,
 - La mise en place cette année d'un PEE et d'un PERCO (SAM Outillage SAS) avec un abondement d'amorçage égalitaire de 100 € par salarié,
 - La signature d'un accord de prime de partage des profits en application de la loi n° 2011-894 de juillet 2011 d'un montant global de 34,7 K€ répartis au temps de présence.

Plus en détail :

Groupe :

- l'effectif total inscrit du groupe au 31/12/2011 est de 208 personnes contre 163 un an auparavant. L'effectif moyen total de l'année mesuré en équivalent plein temps (169 en 2010) a été porté à 187 en 2011. Ces chiffres incluent respectivement 16 (2011) et 12 (2010) intérimaires pour des motifs de surcroît ou de remplacement.
- Les entrées de personnel se sont élevées à 61 personnes (dont 42 au titre du changement de périmètre) et les sorties à 16 personnes dont 6 départs à la retraite,
- l'effectif inscrit comprend 31 cadres, 114 employés, techniciens et agents de maîtrise, 63 ouvriers. Il se répartit en 161 hommes et 47 femmes.

SAM Outillage SAS :

- L'âge moyen est stable à 43,6 ans,
- L'ancienneté moyenne de l'effectif CDI est 12,73 années,
- le recours aux heures supplémentaires s'est progressivement raffermi : 3 850 heures pour 2 089 heures en 2010,
- en 2011 aucun licenciement économique n'est intervenu,
- en matière d'organisation du temps de travail, depuis octobre 2001 nous appliquons en France, les termes d'un accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail effectif (35 heures hebdomadaires en moyenne

sur l'année). Pour concilier performance et attente sociale, les horaires applicables sont définis par service ou secteur (travail posté ou à la journée).

- L'absentéisme moyen (absentéisme pour maternité inclus) a atteint cette année une de ses meilleures performances historiques avec 3,5 % pour 6,0 % l'année précédente,
- en matière de rémunérations, elles évoluent dans le cadre d'accords annuels de politique salariale négociés avec les organisations syndicales représentatives. L'accord de l'année 2011 intégrait une hausse généralisée des salaires bruts de 2,0 % avec une garantie minimale de 40 € par mois pour l'ensemble du personnel hors les cadres et la force de vente.
- Par ailleurs, un accord de participation dérogatoire a été mis en place en 2011. Il se substitue en étant plus avantageux aux accords de participations et d'intéressement existant de longue date. Les performances réalisées sur 2011 permettent de distribuer, au titre de l'accord de participation un montant brut de 164 K€,
- l'entreprise applique l'ensemble des mesures destinées à favoriser l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes comme précisé à l'article 21 de l'accord de branche de la Métallurgie dont elle dépend,
- un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail se réunit trimestriellement dans l'objectif d'associer le personnel aux actions de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail,
- en matière de formation, l'entreprise établit un plan annuel qui est présenté aux représentants du personnel. Il définit les axes et objectifs prioritaires ainsi que les actions à engager. Le budget de dépenses, supérieur au minimum légal, a représenté 3,4 % de la masse salariale annuelle du groupe. 2 410 heures de formation ont été suivies dont 232 heures au titre du DIF (pour 1 387 heures de formation en 2010 dont 220 au titre du D.I.F),
- les formations non prises au titre du DIF représentent 14 758 heures,
- SAM Outillage emploie 11 personnes souffrant d'un handicap et sous traite de façon permanente certains travaux auprès de centres d'aide par le travail ; il totalise 2,47 unités complémentaires pour contrats de sous-traitance et de mise à disposition de personnel d'ESAT/CDAT ; son pourcentage d'emploi de personnes handicapées est de 8,26
- en 2011, le groupe a accueilli 46 stagiaires pour un nombre total de 248 semaines,
- en matière de sécurité, 5 accidents du travail ont été déclarés en 2011 dont 3 avec arrêt. Le taux de fréquence passe de 8,39 l'an dernier à 11,83. Le taux de gravité ressort à 0,20 seulement. Un animateur sécurité et environnement est employé à temps partiel. Le nombre de journées perdues du fait d'accidents du travail a été de seulement 50 jours,
- les œuvres sociales et culturelles sont gérées par le Comité d'Entreprise. A cet effet le groupe lui verse annuellement une contribution et une subvention de fonctionnement représentant au total 1,3 % de la masse salariale brute annuelle,
- Le comité d'entreprise s'est réuni à 13 reprises en 2011 et le CHST 4 fois.

4.2 INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans le cadre de l'article R 225-105 du Code de Commerce relatif aux données environnementales, nous vous informons que :

- au mieux de la connaissance du groupe, il n'existe aucun passif environnemental déclaré et donc le Groupe n'a pas constitué de provision ni pris de garantie spécifique pour se couvrir de quelconques risques en matière environnementale. Par ailleurs le groupe n'a jamais été confronté à une quelconque action judiciaire liée à l'environnement,

- SAM Outillage n'est pas certifiée ISO 14001. Au sein de l'entreprise une personne est chargée de la gestion du développement durable et des économies d'énergie. La certification ISO 9001 version 2000 a été renouvelée en 2011 pour une période de trois ans,
- les activités industrielles du Groupe ne sont pas de nature à entraîner des risques majeurs pour l'environnement, néanmoins :
 - des mesures sont prises en permanence pour assurer la conformité de l'activité aux dispositions législatives et réglementaires applicables,
 - le groupe est soumis aux inspections régulières de la DIRE et d'autres organismes,
 - toutes observations ou mises à niveau, relatives aux rejets, aux consommations et aux systèmes de surveillance, formulées par ces organismes extérieurs font l'objet de plans d'actions correctives et/ou d'investissements,
 - toute décision de nouvel investissement prend en considération les impacts environnementaux en découlant,
 - les filiales de SAM Outillage SAS n'ont pas d'activité industrielle,
- en matière de consommation d'énergies, le Groupe a poursuivi en 2011 ses actions pour les optimiser dans le cadre de sa gestion au quotidien. En matière de gestion des déchets, une action spécifique a été mise en oeuvre en 2011 afin de les réduire progressivement et d'en assurer un recyclage optimisé (tri sélectif....). Les consommations suivantes ont été enregistrées en 2011 sur Sam outillage :
 - rejet des eaux, une convention lie l'entreprise au gestionnaire du réseau. La consommation d'eau ressort à 7 milliers de m³ (10 l'an dernier),
 - les consommations de gaz avec 2,2 millions de kwh et celles d'électricité soit 2,4 millions de kwh restent globalement stables,
 - déchets Industriels banals : 39 tonnes ; déchets cartons : 48 tonnes.

V. INFORMATIONS SUR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Il est rappelé que la Société a opté en juin 2004 pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Direction Générale. Ces fonctions ont été exercées en 2011 par Monsieur Noël GUICHARD.

Monsieur Frédéric Champavere, qui avait été désigné en qualité de Directeur Général Délégué par décision du conseil d'administration du 8 décembre 2010 avec effet au 7 janvier 2011, a été nommé Président Directeur Général de SAM SA par décision du conseil d'administration du 8 novembre 2011 avec effet au 1er janvier 2012, en remplacement de Monsieur Noël GUICHARD, cessant ses fonctions après près de 50 années de présence réussie dans le Groupe.

Monsieur Noël Guichard reste administrateur et a été nommé vice-président du conseil à compter du 1er janvier 2012 en remplacement de Monsieur Frédéric CHAMPAVERE dont le mandat de vice-président a pris fin suite à sa nomination en qualité de Président Directeur Général de la Société le 1er janvier 2012.

5.1 MANDATS ET FONCTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

En vue de respecter les dispositions de l'article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous donnons en **Annexe 2** et au vu des informations en notre possession, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la société au cours de l'exercice écoulé.

5.2 RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

En vue de respecter les dispositions de l'article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous indiquons, que les rémunérations et avantages de toute nature versés, au cours de l'exercice, à chaque mandataire social tant par la Société que par les sociétés contrôlées au sens de l'article L 233-16 du Code de Commerce, ont été les suivantes :

- La rémunération totale versée aux mandataires sociaux au titre des jetons de présence a été au titre de l'exercice 2011 de 51 K€, soit 6 000 € pour chaque administrateur ayant satisfait aux conditions de présence.

Ces jetons de présence alloués au conseil d'administration, après une répartition proportionnelle aux présences de chaque administrateur intégrant une règle de tolérance d'une absence par an et par administrateur, sont versés au titre d'un exercice au début de l'exercice suivant. La règle générale s'applique aussi au Président sans aucun supplément ou majoration. Aucune autre rémunération n'a été versée aux administrateurs membres des comités des rémunérations et des nominations, du comité d'audit et du comité de surveillance.

- Les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux de la société sont arrêtées annuellement par le conseil d'administration sur proposition du comité de rémunération en veillant au juste équilibre entre l'intérêt général du groupe, de ses actionnaires et la performance individuelle. Elle tient compte de la globalité de sa rémunération, des pratiques de marché, de l'environnement professionnel et économique dans lequel le Groupe et ses mandataires sociaux évoluent et de la rémunération globale des autres dirigeants.

- Les deux dirigeants mandataires sociaux de la société, n'ont pas de contrat de travail au sein d'aucune société du groupe et ils ne bénéficient pas non plus de régime de retraite supplémentaire.

- La rémunération brute individuelle du Président Directeur Général, avantage en nature et jetons de présence inclus, perçue de la Société en 2011, s'élève à 215 013 € contre 211 647 € en 2010. Cette rémunération comme en 2010 ne comprend aucune partie variable.

- En complément de cette rémunération brute individuelle et au 31 décembre 2011, le Président Directeur Général bénéficie de l'attribution gratuite de 3 200 actions de la société SAM SA non encore disponibles dont 1 600 n'ayant pas encore fait l'objet d'une attribution définitive au 31 décembre 2011 (800 actions qui seront attribuées définitivement au 18 mars 2013 et 800 le 13 février 2012). Au 31 décembre 2011, ces 1 600 actions SAM SA au titre des exercices 2010 et 2011 représentent une plus value potentielle de 68 800 € par rapport au dernier cours coté de l'action de la société SAM en 2011.

- En outre, le Président Directeur Général, suite au conseil d'administration d'avril 2011, a bénéficié au titre de l'exercice 2011 d'un complément de rémunération de 100 000 € brut afin de prendre en considération son implication renforcée et l'efficacité dont il a fait preuve pour réussir dans les meilleurs délais et conditions, la mise en place de la nouvelle stratégie opérationnelle et des divers projets structurants menés ces derniers mois avec M. Frédéric Champavere, et compte tenu également des dispositions qu'il a prises pour assurer la représentation du groupe SAM auprès des instances professionnelles. Le conseil d'administration en date du 8 novembre 2011 a confirmé le versement de ce complément de rémunération. Cette rémunération lui a été versée en janvier 2012.

- La rémunération brute individuelle du Directeur Général Délégué, avantage en nature et jetons de présence inclus,

perçue de la Société, s'élève à 167 080 €. Cette rémunération a compris une prime exceptionnelle de 48 000 € relative à la mise en œuvre du plan stratégique.

- Le Directeur Général Délégué de la Société bénéficie au 31 décembre 2011, en sa qualité de Président de la société SAM Outillage, de l'attribution gratuite de 19 180 actions de la société SAM Outillage SAS (décisions du 26 juillet 2011). L'attribution définitive desdites actions interviendra en juillet 2013 pour la moitié d'entre elles, soit 9 590 actions, dont les objectifs sont d'ores et déjà remplis au 31 décembre 2011 et en juillet 2013 pour l'autre moitié, soit 9 590 actions, sous réserve que les conditions de performance calculées sur un EBITDA minimum Groupe en 2012 aient été atteintes. Lors de leur attribution, ces 19 180 actions représentaient une plus value potentielle de 542 050 €. Ces actions deviendront disponibles en juillet 2015.
- Le Directeur Général Délégué ne bénéficie d'aucun engagement à son bénéfice correspondant à des indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de sa cessation ou du changement de ses fonctions ou postérieurement.

VI. INFORMATIONS SUR LES FACTEURS ET GESTION DE RISQUES OPÉRATIONNELS OU LIÉS AU FINANCEMENT DES ACTIVITÉS

VISIBILITÉ – RISQUE COMMERCIAL

Le groupe SAM est positionné sur un marché mature recensant une clientèle utilisatrice très atomisée, où la notoriété des marques et la fidélisation des réseaux de distribution restent déterminantes.

La cible de clientèle utilisatrice des outils SAM correspond aux segments des professionnels de la maintenance industrielle, automobile, bâtiment, etc. Il s'agit uniquement de B to B. SAM est reconnue dans le monde professionnel pour la qualité de ses produits développés grâce à un savoir faire mis en œuvre depuis 90 ans.

SAM vend quasi-exclusivement ses produits à un réseau dense de distributeurs : groupes, groupements ou grossistes spécialisés en fourniture industrielle, automobile ou bâtiment, etc. SAM leur propose deux gammes de produits ainsi que des moyens internes de personnalisation ou de fabrication d'outillages sur plans pour les utilisateurs ayant des besoins particuliers. Le réseau de distribution le plus important réalise environ 10 % du chiffre d'affaires total du groupe.

Le marché outre des acteurs historiques (groupes généralistes internationaux ou acteurs nationaux spécialistes) est assez régulièrement pénétré par de nouveaux entrants non fabricants qui s'adosent à l'offre de pays « low cost ». Au sein de la zone Asie qui a bénéficié ces dernières années de taux de change très favorables, deux pays sont particulièrement concurrentiels : la Chine (produits de niveau de valeur ajoutée faible avec néanmoins une constante amélioration de la qualité) et Taïwan (produits de meilleure qualité).

Le Groupe SAM – multi spécialiste de l'outillage à main au service des métiers et de leurs évolutions - a intégré ces données en adaptant ses stratégies industrielles, commerciales et logistiques en conséquence. Soucieuse de conserver son expertise industrielle, la société ne s'est pas livrée à une délocalisation industrielle mais a investi au contraire régulièrement pour adapter l'ensemble de ses process afin de proposer durablement une offre compétitive, économiquement viable, respectueuse des valeurs

de développement durable et favorisant l'emploi et l'économie locale.

La stratégie produits se développe autour des axes qualité, compétitivité par rapport au prix mondial, innovation, personnalisation et process techniques et industriels souples. La société pratique dès que possible une politique de sourcing neutre entre sa production propre et les approvisionnements extérieurs, afin de trouver pour chaque ligne de produit le meilleur compromis qualité / prix possible. Pour conserver sa compétitivité industrielle et dans le respect de l'environnement, le groupe a recentré en 2008 ses activités industrielles sur son seul site stéphanois. Aujourd'hui, plus du tiers des références, soit environ trois mille, sont intégralement produites dans l'usine Sam : des produits emblématiques de la marque telles les pinces multiprises, les coupe-boulons, les clés mixtes et plates, les clés à pipe, les clés de serrage contrôlé, les tournevis, des marteaux,... et bon nombre de 'moutons à 5 pattes' à faible fréquence de sortie pour lesquels l'expertise industrielle du groupe est indispensable. Le groupe SAM participe à la fabrication d'environ 35 % de références supplémentaires : il s'agit de références conçues et/ou designées par SAM (servantes, pinces étau, mesures...) pour lesquelles les opérations industrielles 'clés' sont effectuées en interne ce qui permet une maîtrise totale de la qualité du produit.

La stratégie commerciale met en avant une offre complète, compétitive pour le distributeur comme pour l'utilisateur, soutenue par une dynamique promotionnelle permanente, des solutions personnalisables, sécurisées et des services à valeur ajoutée. L'action commerciale comprend une démarche forte de prescription directe de la marque auprès des utilisateurs, notamment des grands comptes utilisateurs.

Au 31 décembre 2011, le carnet de commandes s'élève à 1,8 M€ ce qui est un niveau normal compte tenu d'une activité de livraison sur stock qui ne comporte que rarement des commandes livrables dans des délais longs, des commandes programmes ou marchés spéciaux à délai.

L'adaptation continue de la société lui permettra de conserver des prix compétitifs et un niveau de très haute qualité produits et services. Son état d'esprit d'anticipation, d'adaptation et de réactivité constitue une base solide pour pouvoir poursuivre efficacement son développement au service de la performance des métiers utilisateurs, dans un contexte d'achat responsable et de coopération réunissant l'ensemble des acteurs de sa filière (fabricant / distributeurs / utilisateurs).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité correspond aux risques encourus par la Société de ne pas pouvoir faire face à ses obligations si elles arrivent à échéance. Bien que la structure financière ait été naturellement impactée par les acquisitions réalisées en 2011 en matière de croissance externe, la trésorerie reste largement positive et l'endettement faible au regard des capitaux propres et des performances normatives du groupe en matière de marge brute d'autofinancement ou de résultat opérationnel.

Le Groupe estime ne pas présenter de risque de liquidité. Les emprunts ne comprennent aucune clause d'exigibilité anticipée liée à des covenants financiers.

RISQUE DE CHANGE ET TAUX

Le groupe réalise des opérations commerciales à l'importation libellées en devises, principalement achats en dollars US et en yens. Il effectue des opérations de couverture partielle à terme auprès d'établissements financiers pour maîtriser son risque de change, sur ses achats

de l'année et sur la base de cours pivot adoptés dans le processus budgétaire (cf annexe comptable & 8.4).

Dans le cadre de sa politique financière le Groupe s'emploie à diversifier ses lignes de crédit souscrites en recourant principalement aux taux fixes pour limiter son risque en cas de variation forte des taux.

Le groupe n'intervient pas sur des marchés financiers pour d'autres opérations.

RISQUE SUR ACTIONS

Le portefeuille repose soit sur l'acquisition d'actions propres dans le cadre de programmes de rachat d'actions ou d'un contrat de liquidité, soit de placements de la trésorerie en valeurs mobilières de placement. Les placements sont choisis parmi ceux ne comportant pas de risques réels (classiques dans leur nature et sans risque par définition).

RISQUES D'IMPAYÉS

Le risque sur chaque client est couvert par un assureur crédit (hors filiale RODAC Bv). Au cas où la société serait amenée à dépasser l'encours autorisé par l'assureur et s'il n'était pas possible d'obtenir un paiement comptant ou d'obtenir des garanties supplémentaires (cautions, autre police spécifique d'assurance, etc.), la décision d'octroyer un délai de règlement au client fait l'objet de dérogation interne avec délégations conjointes et d'un reporting mensuel (cf annexe & 8.1).

ASSURANCES

En plus des polices d'assurance-crédit évoquées précédemment, les assurances contractées par le groupe SAM portent sur l'ensemble des risques qui pourraient affecter ses activités, son patrimoine et engager sa responsabilité ou celle de ses mandataires sociaux (tous risques sauf, responsabilité civile, responsabilités des mandataires sociaux, flotte automobile, auto mission et marchandises transportées).

RISQUES LIÉS A LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE

SAM Outillage dispose d'un ERP qui lui permet d'assurer la fiabilité des données informatiques. L'exploitation en infogérance intègre des procédures de sauvegardes quotidiennes et de protections d'accès.

RISQUES JURIDIQUES

Les marques, logos et modèles sont déposés et protégés selon les cas par des inscriptions nationales, communautaires ou internationales. Il en est de même des brevets que le Groupe produit.

Il n'existe pas au 31 décembre 2011, à la connaissance du groupe, de faits exceptionnels ou litiges susceptibles d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une influence significative sur l'activité, les résultats ou le patrimoine du groupe.

VII. INFORMATIONS DIVERSES

7.1 INFORMATION SUR LES ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

Afin de se conformer aux dispositions de l'article L 225-100-3 du Code de Commerce, nous vous précisons qu'aucun élément visé au dit article n'est susceptible d'avoir une incidence en cas d'offre publique à l'exception du droit de vote double tel que décrit à l'article 8 des statuts.

Les actions peuvent revêtir la forme nominative ou au porteur identifiable au gré de l'actionnaire. Les actions nominatives entièrement libérées inscrites pendant

quatre ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

Hormis une obligation de déclaration de franchissement de seuil dès 2 % et tous ses multiples, les statuts ne contiennent aucune autre disposition limitative, restrictive, différée ou autre applicable aux actions ou aux actionnaires.

7.2 COMMISSAIRES AUX COMPTES

Il est rappelé que les commissaires aux comptes de la société sont les suivants :

CONTRÔLE	Date de 1 ^{re} nomination	Echéance du mandat en cours AG Statuant sur les comptes de :	Adresse
Titulaires			
CAP office	2004	2012	12, quai du Commerce 69009 LYON
MAZARS GOURGUE & Associés *	2001	2012	4 rue Paul Valérien Perrin 38172 SEYSSINET-PARISSET CEDEX
Suppléants			
M. Jean-Michel BLOCH	2004	2012	12, quai du Commerce 69009 LYON
M. Jean-Christophe GUINET	2001	2012	116 avenue Ambroize Croizat 38400 SAINT-MARTIN-D'HÈRES

* Nouvelle dénomination sociale deus le 1^{er} janvier 2012 de la Société SCP GOURGUE & Associés.

En application de l'article 222-8 du Règlement Général AMF, il est précisé que les honoraires versés aux commissaires aux comptes et aux autres membres de leur réseau par la Société et ses filiales sont les suivants : au titre de l'exercice 2011 : 39 100 €.

VIII. PRÉSENTATIONS DES RÉSOLUTIONS PROPOSÉES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le texte intégral des résolutions figure en annexe du rapport financier du Groupe.

APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDÉS

Nous soumettons à votre approbation, sous la **première résolution**, les comptes annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 tels qu'ils vous ont été présentés et qui font apparaître un résultat net de 2 922 581,06 € et, sous la **troisième résolution**, les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 tels qu'ils vous ont été présentés et qui font apparaître une perte nette de 131 K€.

Pour nous conformer aux dispositions légales, nous vous précisons, qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, notre société n'a effectué aucune dépense, ni engagé aucune charge non déductible du résultat fiscal au sens des articles 39-4 et 39-5 du Code Général des Impôts.

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Confiant dans la mise en œuvre de notre plan de développement, nous vous proposons de distribuer, sous la deuxième résolution, un dividende par action de 1,20 €, identique à celui versé l'an dernier, soit un dividende global de 455,85 K€. Après dotation de la réserve légale, le solde serait porté en compte de réserves et de report à nouveau.

Le taux de distribution serait ainsi de 60,9 % de la marge brute d'autofinancement consolidée pour respectivement 38,3 %, 37,5 % et 22,6 % les trois années précédentes.

La mise en paiement des dividendes aurait lieu à compter du 29 juin 2012.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous informons que les dividendes distribués, par action, au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos	Dividende par action	Montant éligible à la réfaction visée à l'article 158 3 2° du Code général des impôts en euros	Montant non éligible à la réfaction visée à l'article 158 3 2° du Code général des impôts en euros
31/12/2010	1,20 €	1,20 €	0 €
31/12/2009	1,10 €	1,10 €	0 €
31/12/2008	1,10 €	1,10 €	0 €

APPROBATION DES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Nous vous demandons, conformément aux dispositions de l'article L.225-40 du Code de Commerce, d'approuver, sous la **quatrième résolution**, le rapport spécial des commissaires aux comptes, étant précisé qu'aucune nouvelle convention réglementée n'a été conclue au cours de l'exercice 2011.

RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'UN ADMINISTRATEUR

Le mandat d'administrateur de Monsieur Noël Guichard arrivant à expiration au jour de l'assemblée générale, nous vous proposons, sous la **cinquième résolution**, de renouveler son mandat pour une nouvelle période de trois années expirant à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 décembre 2014. Ainsi, le conseil d'administration pourra encore bénéficier de sa large expérience du groupe et de son environnement.

ACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

L'autorisation existante conférée par l'assemblée générale du 20 mai 2011 arrivant à échéance, il est proposé à l'assemblée, sous la **sixième résolution**, de conférer au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, une nouvelle autorisation à l'effet d'opérer sur les actions de la Société, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de Commerce et des articles 241-1 et suivants du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

La durée de l'autorisation serait de 18 mois et le **prix d'achat par action ne pourrait être supérieur à 55 euros**. L'autorisation d'achat porterait sur un nombre d'actions représentant jusqu'à **10% du capital maximum** pour les actions acquises en vue de leur remise ultérieure en paiement ou en échange, sauf dans le cadre d'une opération de fusion, scission ou d'apport, où le nombre d'actions acquises ne pourra excéder 5%. Le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme serait fixé à 2 089 307 euros.

L'exécution du programme de rachat serait autorisée en période d'offre publique d'achat.

Comme lors de la précédente autorisation, les acquisitions permettraient ainsi, par ordre de priorité décroissant :

- d'animer le titre de la Société dans le cadre du contrat de liquidité ;
- de consentir des options d'achat d'actions aux salariés et mandataires sociaux de la Société, ou leur attribuer gratuitement des actions de la société ;
- d'annuler tout ou partie des actions acquises, par voie de réduction de capital ;
- de conserver les titres acquis en vue de leur remise ultérieure en paiement ou en échange, notamment, dans le cadre d'opérations financières ou de croissance externe.

Par ailleurs, en vue de permettre au conseil d'administration d'annuler les actions achetées par la Société dans le cadre de la mise en œuvre du programme de rachat, nous vous demandons, sous une **septième résolution**, de l'autoriser à réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues par la Société et à modifier en conséquence les statuts. Les actions auto-détenues pourraient ainsi être annulées dans la limite de 10 % du capital de la société, et ce par périodes de 24 mois.

Cette autorisation annulerait et remplacerait la précédente autorisation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 20 mai 2011.

DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCE POUR AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL

Compte-tenu du plan d'affaires 2011-2015 mis en place et des besoins de financement susceptibles d'être générés par la mise en œuvre de ce plan d'affaires, il est proposé à l'assemblée, sous les **résolutions 8, 9, 10 et 12** ci-dessous, de déléguer au conseil d'administration sa compétence pour augmenter le capital, avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires par émission de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital.

Ces délégations confèreraient au conseil une réactivité et une flexibilité au regard des opportunités pouvant se présenter et des besoins de financement du plan d'affaires 2011-0215

DÉLÉGATION POUR AUGMENTER LE CAPITAL PAR ÉMISSION, AVEC DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION, DE TOUTES VALEURS MOBILIÈRES

L'autorisation existante conférée par l'assemblée générale du 28 mai 2010 (14^{ème} résolution) arrivant à échéance, il est proposé à l'assemblée, sous la **huitième résolution**, de déléguer au conseil d'administration, dans les conditions des articles L.225-129, L.225-129-2, L.228-91 et L.228-92 du Code de Commerce, sa compétence pour augmenter le capital, par émission, avec **maintien du droit préférentiel de souscription**, de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, à l'exception des actions de préférence ou des valeurs mobilières donnant droit immédiatement ou à terme à des actions de préférence, y compris par incorporation de réserves, bénéfices et primes.

La durée de l'autorisation serait de 26 mois.

Le plafond nominal global de la ou des augmentation(s) de capital susceptible(s) de résulter de l'émission de valeurs mobilières visées au 1.1 de la huitième résolution serait fixé à **6 M€**.

Le plafond nominal global de l'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou tous autres éléments susceptibles d'être intégrés au capital visée au 1.2 de la huitième résolution serait fixé à **3 M€**.

En outre, le montant nominal global des émissions de titres d'emprunt donnant accès au capital ne pourrait excéder 6 M€.

Cette autorisation annulerait et remplacerait la précédente autorisation conférée par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 28 mai 2010.

DÉLÉGATION POUR AUGMENTER LE CAPITAL PAR EMISSION SANS DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION DE TOUTES VALEURS MOBILIÈRES

L'autorisation conférée par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 28 mai 2010 arrivant à échéance, il est proposé à l'assemblée, sous la **neuvième résolution et la dixième résolution**, de déléguer sa com-

pétence au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission, **sans droit préférentiel de souscription**, de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital, à l'exception des actions de préférence ou des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence, sous la neuvième résolution, par voie d'offre au public et, sous la dixième résolution, par voie d'offre par placement privé au sens de l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier, et ce conformément aux dispositions des articles L.225-129, L.225-129-2, L.225-135, L.225-136 et L.228-91 et suivants du Code de Commerce.

La durée de l'autorisation serait, comme visée sous la huitième résolution, de 26 mois.

Le plafond nominal de la ou des augmentation(s) de capital susceptible(s) de résulter de l'émission de ces valeurs mobilières sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, ainsi que le montant nominal global des émissions de titres d'emprunt donnant accès au capital serait fixé à **6 M€** pour les augmentations de capital par voie d'offre au public et à **3 M€** pour les augmentations de capital par voie d'offre par **placement privé**, le tout dans la limite de la fraction non utilisée du plafond global visé sous la huitième résolution, étant précisé qu'en cas d'augmentation de capital par voie d'offre par placement privé, l'augmentation serait limitée à 20 % du capital conformément à la loi.

Une priorité de souscription pourrait être conférée par le conseil aux actionnaires conformément à l'article R.225-131 du Code de Commerce.

Le prix d'émission devrait être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminué d'une décote maximale de 5%, conformément à l'article R.225-119 du Code de Commerce.

Toutefois, il vous est proposé, sous une **onzième résolution**, d'autoriser le conseil d'administration à fixer ce prix d'émission, dans la limite de 10% du capital par an, à un prix qui ne pourrait être inférieur, au choix du conseil, soit au prix moyen pondéré par le volume de l'action des 20 séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, soit au prix moyen pondéré par le volume de l'action de la séance de bourse précédant la fixation du prix d'émission, éventuellement diminué, dans les deux cas, d'une décote maximale de 5% et dans la limite de la valeur nominale.

S'il est fait usage de cette délégation, nous devons établir un rapport complémentaire certifié par les commissaires aux comptes décrivant les conditions définitives de l'opération et donnant les éléments d'appréciation de l'incidence effective sur la situation des actionnaires.

DÉLÉGATION POUR AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL EN VUE DE RÉMUNÉRER DES APPORTS EN NATURE DE TITRES CONSÉNTIS À LA SOCIÉTÉ

Il est proposé à l'assemblée sous la **douzième résolution** de déléguer sa compétence au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission, sans droit préférentiel de souscription, de valeurs mobilières donnant accès au capital, destinées à rémunérer des apports de titres qui pourraient être consentis à la Société, y compris dans le cadre d'une offre publique d'échange, conformément aux dispositions des articles L.225-147, L.225-148, L.225-129 à L.225-129-6 et L.228-92 du Code de Commerce.

La durée de l'autorisation serait de 26 mois.

Le plafond nominal de la ou des augmentation(s) de capital susceptible(s) d'être réalisée(s) dans le cadre de la présente délégation serait fixé à la fraction non utilisée

des plafonds visés sous le paragraphe 2 de la huitième et la dixième résolution, sans pouvoir excéder **10% du capital social** en cas d'augmentations de capital destinées à rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, en dehors d'une offre publique d'échange.

Cette autorisation annulerait et remplacerait l'autorisation accordée par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 28 mai 2010.

AUTORISATIONS POUR ATTRIBUER GRATUITEMENT DES ACTIONS AUX SALARIÉS ET/OU AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Afin de permettre et conforter le développement personnel, la motivation et l'implication de l'équipe opérationnelle, nécessaires pour donner au groupe les meilleures chances de développement, nous vous proposons, sous une **treizième résolution**, de renouveler la précédente autorisation du 29 mai 2008 qui a expiré en vue de permettre au conseil d'administration de consentir, en une ou plusieurs fois, des attributions gratuites d'actions de la Société, au profit de tout ou partie des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés et groupements qui lui sont liés.

Cette autorisation serait encadrée de la manière suivante :

- Le nombre total d'actions attribuées gratuitement par la Société ne pourra représenter plus de 5% du montant du capital social au jour de chaque décision d'attribution, en tenant compte des actions attribuées gratuitement.
- en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, le conseil d'administration serait autorisé à augmenter le capital par incorporation de réserves, primes et bénéfices d'un montant nominal correspondant au nombre d'actions définitivement attribuées, avec la création d'une réserve dite « indisponible » destinée à libérer les actions qui seront attribuées gratuitement,
- l'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans à compter de la décision d'attribution et les bénéficiaires devront conserver les actions qui leur auront été attribuées gratuitement pendant une durée minimale de deux ans à compter de l'attribution définitive desdites actions, sauf exceptions.

Cette autorisation serait consentie pour une nouvelle période de 38 mois.

Nous vous informons par ailleurs que si des attributions gratuites d'actions sont consenties aux dirigeants, le conseil d'administration devra :

- soit attribuer des options ou des actions gratuites au bénéfice de l'ensemble de ses salariés et d'au moins 90% de l'ensemble des salariés de ses filiales françaises,
- soit modifier les modalités de calcul des accords d'intéressement et de participation en vigueur,
- soit verser un supplément d'intéressement collectif ou un supplément de réserve spéciale de participation.

MARCHE DES AFFAIRES SOCIALES

Conformément à l'article R.225-113 du Code de commerce, la marche des affaires sociales au titre de l'exercice clos et depuis le début de l'exercice en cours vous a été exposée précédemment.

Votre conseil d'administration vous invite, après la lecture des rapports présentés par vos commissaires aux comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote et qui correspondent aux propositions ci-dessus.

ANNEXE 1: TABLEAU DES DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCE ET DE POUVOIR EN COURS DE VALIDITÉ ACCORDÉES, PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, AU CONSEIL D'AMINISTRATION, DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

DATE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE AYANT CONSENTI UNE DÉLÉGATION	CONTENU DE LA DÉLÉGATION CONSENTIE	UTILISATION AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ
28 mai 2010 (14 ^{ème} résolution) Echéance au 28/9/2012 Nouvelle résolution proposée à l'AG 2012 avec limitations des plafonds à des montants inférieurs	<p><u>Délégation de compétence conférée au conseil d'administration, à l'effet d'augmenter le capital social par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission...</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - durée : vingt-six mois à compter du 28 mai 2010 - plafonds nominaux globaux autorisés : <ul style="list-style-type: none"> - 25 000 000 euros en cas d'émission de valeurs mobilières ; - 10 000 000 euros en cas d'incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission.... - 25 000 000 euros en cas d'émission de titres d'emprunt donnant accès au capital - délégation de pouvoirs au conseil avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi pour mettre en œuvre la délégation de compétence et, notamment, à l'effet : <ul style="list-style-type: none"> • de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à émettre, de décider que les droits des actionnaires formant rompus en cas d'émission d'actions par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues, de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis, de prévoir, le cas échéant, les conditions de leur rachat en bourse et la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ainsi que de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ; • de procéder à toutes imputations sur la ou les primes d'émission, de constater la réalisation de l'augmentation de capital et de modifier les statuts en conséquence ; • en cas d'émission de titres d'emprunt donnant accès au capital, de décider de leur caractère subordonné ou non, de fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et des conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société. 	Néant
28 mai 2010 (17 ^{ème} résolution) Echéance au 28/9/2012	<p><u>Délégation de compétence conférée au conseil d'administration pour augmenter, s'il constate des demandes excédentaires, le nombre de valeurs mobilières à émettre en cas d'augmentation du capital social de la Société par utilisation des délégations visées sous la quatorzième résolution :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - durée : vingt-six mois à compter du 28 mai 2010 - dans la limite du plafond global fixé sous la quatorzième résolution, - dans les 30 jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale, - dans la limite de 15 % de l'émission initiale, - au même prix que celui retenu pour l'émission initiale. 	Néant
28 mai 2010 (19 ^{ème} résolution) Echéance au 28/9/2012 Renouvellement proposée à l'AG 2012	<p><u>Délégation de compétence conférée au conseil d'administration, à l'effet de procéder à l'émission, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à une quotité du capital social, destinée à :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - rémunérer les apports de titres réalisés, au profit de la Société, dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée en France ou à l'étranger par la Société sur des titres d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé, - durée : vingt-six mois à compter du 28 mai 2010, - délégation de pouvoirs au conseil avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi pour mettre en œuvre la délégation de compétence et, notamment, à l'effet de : <ul style="list-style-type: none"> • déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les prix et conditions des émissions, notamment la parité d'échange et, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces, fixer les montants à émettre, fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à émettre, décider les conditions de leur rachat en bourse et la suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ainsi que de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, • procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les prime(s) d'émission et, notamment, celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentation(s) de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts. 	Néant

DATE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE AYANT CONSENTI UNE DÉLÉGATION	CONTENU DE LA DÉLÉGATION CONSENTIE	UTILISATION AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ
<p>20 mai 2011 (11^{ème} résolution)</p> <p>Arrive à échéance en juillet 2012.</p> <p>Renouvellement proposée à l'AG 2012.</p>	<p><u>Délégation de compétence conférée au conseil d'administration, à l'effet de procéder à l'émission, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à une quotité du capital social, destinée à :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - dans la limite de 10 % du capital social, - rémunérer les apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital lorsque les dispositions de l'article L.225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables, - durée : quatorze mois à compter du 20 mai 2011 - délégation de pouvoirs au conseil avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi pour mettre en œuvre la délégation de compétence et, notamment, à l'effet de : <ul style="list-style-type: none"> • déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les prix et conditions des émissions, notamment la parité d'échange et, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces, fixer les montants à émettre, fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à émettre, décider les conditions de leur rachat en bourse et la suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ainsi que de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ; • procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les prime(s) d'émission et, notamment, celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentation(s) de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts. 	<p>Néant</p>
<p>20 mai 2011 (13^{ème} résolution)</p> <p>Arrive à échéance en juillet 2014</p>	<p><u>Délégation de compétence conférée au conseil d'administration, pour consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés et/ou aux mandataires sociaux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - durée : trente-huit mois à compter du 20 mai 2011 - Montant nominal correspondant au nombre d'actions définitivement attribuées - le nombre total des options d'achat ou de souscription non encore levées ou annulées ne pourra donner droit à souscrire ou acheter un nombre d'actions supérieur à 5 % du capital, ce dans la limite des plafonds légaux - délégation de pouvoirs au conseil avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation et délégation et, notamment, à l'effet de : <ul style="list-style-type: none"> • arrêter la liste des bénéficiaires des options, et le nombre d'options allouées à chacun d'eux dans le respect des conditions légales ; • fixer les conditions dans lesquelles seront consenties les options ; • selon les règles ci-dessus indiquées, fixer le prix de souscription et d'achat des actions ; • fixer les conditions dans lesquelles pourront être levées les options et, notamment, la durée de validité des options, les périodes d'exercice, fixer les périodes de blocage de levée des options et prévoir, le cas échéant, des clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des actions souscrites, les conditions à remplir par les bénéficiaires pour lever les options et ceci, dans les conditions légales et réglementaires ; • prendre les mesures nécessaires à la protection des intérêts des bénéficiaires des options dans les conditions prévues à l'article L.225-181 du Code de Commerce et, notamment, décider les conditions dans lesquelles le prix et/ou le nombre des actions à souscrire ou à acquérir seront ajustés dans les cas prévus par la loi ; • prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'option de souscription en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions, dans les conditions légales et réglementaires ; • le cas échéant, limiter, restreindre ou interdire l'exercice des options ou la cession des actions obtenues par exercice des options pendant certaines périodes ou à compter de certains événements, sa décision pouvant porter sur tout ou partie des options et concerner tout ou partie des bénéficiaires ; • établir le règlement du plan d'options qui définira les conditions d'octroi et d'exercice des options et qui sera signé par chaque bénéficiaire au moment de l'attribution des options ; • constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites par l'exercice des options de souscription, modifier les statuts en conséquence, et sur sa seule décision et, s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale, et effectuer toutes formalités nécessaires, notamment, à la cotation des titres ainsi émis, toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui sera nécessaire. 	<p>Néant en 2011</p>

ANNEXE 2 : LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

CONSEIL D'ADMINISTRATION

		Année de nomination chez SAM	Echéance du mandat en cours AG Statuant sur les comptes de :	Principaux mandats ou fonctions exercés (ou ayant été exercés)
Président				
Monsieur Frédéric CHAMPAVERE (IEP Paris)		2001	2012	Président Directeur Général de SAM SA Président de SAM Outillage SAS (Président Directeur Général de JANSSEN- CILAG)
Administrateurs				
Monsieur Michel BLANC (ECP)	(2)	2000	2013	Administrateur de SAM (Président de Forges Stéphanoises et SAM)
Monsieur Olivier BLANC (Isg Paris)		2001	2012	Administrateur de SAM Directeur Général adjoint de SAM Outillage SAS Président de PTS SAS, Gérant d'IPS Trading SARL
Monsieur Pierre BLANC (Docteur en pharmacie - MBA Columbia)		2001	2012	Administrateur de SAM
Monsieur Noël GUICHARD		2003	2014	Administrateur et Vice-Président de SAM Président du G.I.F.E.C. (Président de SAM)
Monsieur Marc JABOULEY (ESC de Dijon)	(2)	2001	2012	Administrateur de SAM Directeur filiale PEUGEOT Perpignan
Madame Christine JABOULEY-HUBAC (ISIT)		2011	2013	Administrateur de SAM
Monsieur Joseph LAFONT (HEC, IEP Paris)	(1) (2)	2001	2012	Administrateur de SAM Président de Maison Médicale Jeanne Garnier Administrateur Fondation Blanc Mesnil (Institut de France) (Membre du Directoire de VUITTON INVESTISSEMENTS GESTION - Secrétaire général de LVMH)
Monsieur Vincent ROUXEL (Polytechnique, MBA Stanford)	(1) (2)	2001	2012	Administrateur de SAM, NATURE et DÉCOUVERTES, GASCOGNE et WHEELABRATOR et MÄDER Associé Gérant de VR Services Président de l'Association Florence (Director de Bain & Company)

(1) Administrateur considéré comme indépendant car n'entretenant aucune relation avec la société, le groupe, ou la direction susceptible de compromettre l'exercice de sa liberté de jugement.

(2) Membres du Comité de rémunération.

(3) Renouvellement proposé à l'Assemblée Générale du 22 juin 2012

CONTRÔLE

Titulaires			Adresse
CAP Office		2012	12 quai du Commerce - 69009 LYON
MAZARS GOURGUE		2012	4 rue Paul Valérien Perrin - 38172 SEYSSINET-PARISSET CEDEX
Suppléants			
Monsieur Jean-Michel BLOCH		2012	12 quai du Commerce - 69009 LYON
Monsieur Jean-Christophe GUINET		2012	116 avenue, Ambroize Croizat - 38400 SAINT-MARTIN-D'HÈRES

DIRECTION DU GROUPE

Frédéric CHAMPAVÈRE Président du Conseil et Directeur Général

RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Yves THOMAS Secrétaire Général SAM Outillage tél. 04 77 92 13 13 - e-mail : yves.thomas@sam-outillage.com

RESPONSABLES CONTRÔLE DE GESTION ET CONSOLIDATION

Monique GAGNAIRE
Nathalie BROSSARD
Sandy ZITO Responsable Administratif et financier

DONNÉES BOURSIÈRES

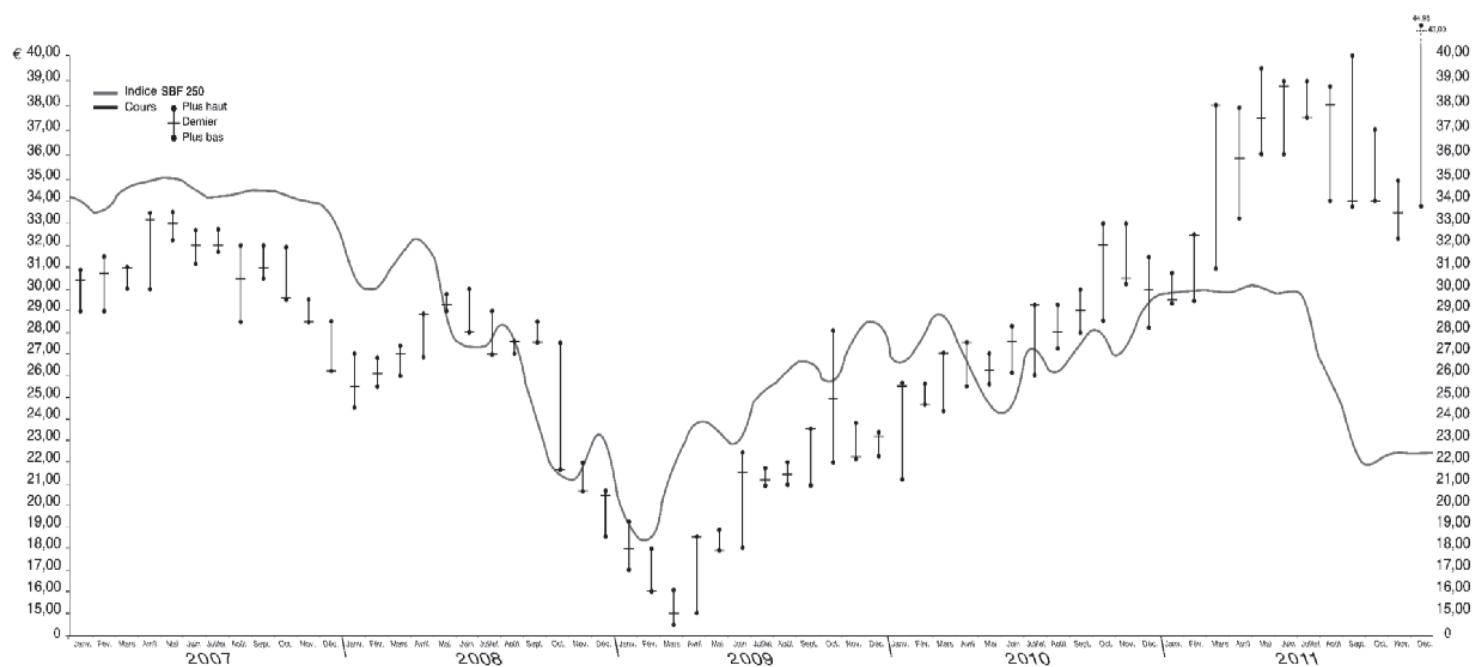
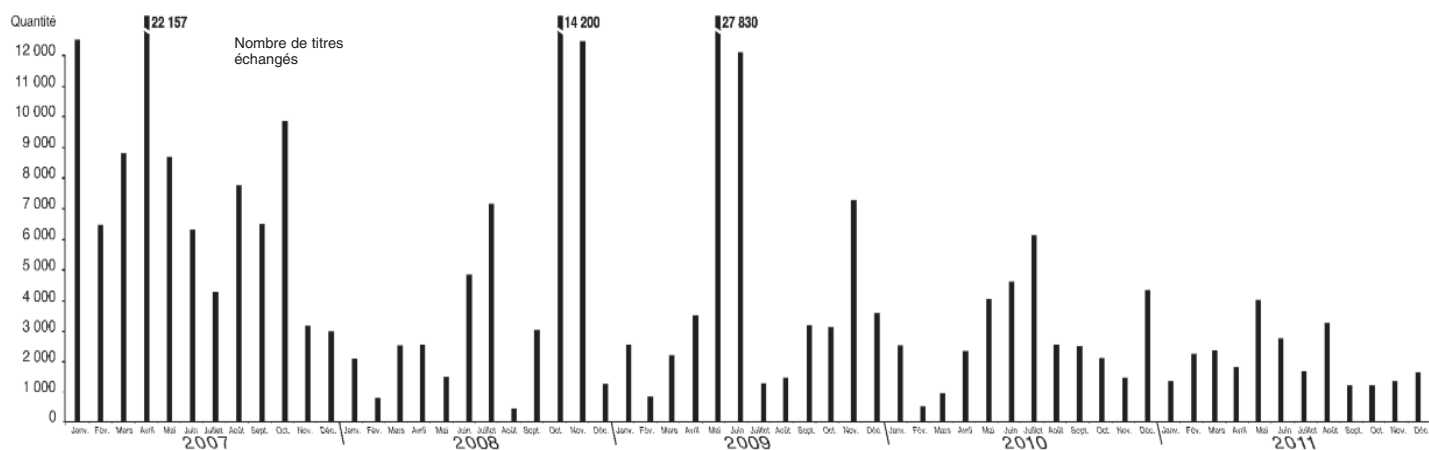
HISTORIQUE

(pour 1 action ajustée*, en euros)

		2007	2008	2009	2010	2011
Premier cours		30,89	26,00	19,24	23,20	30,01
Cours le plus haut		33,50	30,00	28,10	33,00	44,95
Cours le plus bas		26,20	17,52	14,50	21,29	29,30
Dernier cours		26,20	19,25	23,20	29,96	43,00
Cours moyen annuel de clôture	(A)	30,76	26,21	20,10	30,17	38,35
Capitaux propres	(B)	54,53	56,43	56,24	57,74	56,64
Marge brute d'autofinancement	(C)	4,93	4,87	2,93	3,13	1,97
Bénéfice net	(D)	2,94	3,06	1,11	2,75	- 0,34
Dividende net		1,10	1,10	1,10	1,20	1,20
Multiple moyen	(A / C)	6,2	5,4	6,9	9,6	19,5
PER moyen	(A / D)	10,5	8,6	18,1	11,0	-
Rentabilité nette	(D / B)	5%	5%	2%	5%	- 1%
Capitaux échangés (en Milliers)		3 082	1 337	1 379	951	885
Nombre de titres échangés		99 908	53 230	70 080	34 434	24 790
Taux de rotation annualisé du nombre d'actions		26%	14%	18%	9%	7%

* sur la base actuelle de 379 874 actions en circulation

ÉVOLUTION MENSUELLE DE L'ACTION



ATTESTATION DU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

Sur le rapport financier annuel 2011

J'atteste, à ma connaissance :

- que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation,
- et que le rapport de gestion au titre de l'exercice 2011 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Fait à Saint-Etienne le 27 mars 2012

Monsieur Frédéric CHAMPAVÈRE
PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL



RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-37 DU CODE DE COMMERCE

En application de l'article L.225-37 alinéa 6 et suivants du Code de Commerce, le Président du Conseil rend compte aux actionnaires de la société SAM SA des dispositions relatives :

- ❶ – à la composition et aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil, ainsi que de l'application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes en son sein,
- ❷ – aux procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société,
- ❸ – aux principes et règles arrêtés par le conseil d'administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux,
- ❹ – aux règles applicables en matière de gouvernement d'entreprise,
- ❺ – aux éventuelles limitations que le conseil d'administration apporte au pouvoir du Directeur Général,
- ❻ – aux modalités particulières de participation des actionnaires à l'assemblée générale,
- ❼ – aux éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique publiés dans le rapport de gestion.

Gouvernement d'entreprise : il est précisé que pour l'organisation de sa gouvernance, la Société se réfère depuis mai 2010, volontairement au **code de gouvernement d'entreprises pour les valeurs moyennes et petites de MIDDLENEXT** du 17 décembre 2009. En adoptant le code MIDDLENEXT, le Conseil d'administration a pris connaissance des 'points de vigilance' et des recommandations auxquels la société s'engage à souscrire. Ce code est disponible sur le site de Middle-Next (www.middlenext.com).

Procédures de contrôle interne et de gestion des risques : le présent rapport a été établi en tenant compte du guide de mise en œuvre pour les valeurs moyennes et petites (VaMPs) du cadre de référence publié initialement par l'Autorité des Marchés Financiers en février 2008.

Le présent rapport a été approuvé par le Conseil d'Administration de la société lors de sa réunion du 27 mars 2012 conformément aux dispositions de l'article L 225-37 al. 10 du Code de Commerce.

Ce rapport concerne la société mère SAM SA ainsi que l'ensemble de ses filiales directes et indirectes.

1. En matière de composition et de conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration :

1.1 Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est toujours composé de neuf membres dont deux sont considérés comme indépendants. Sa composition et la nature des mandats exercés par les Administrateurs sont plus amplement détaillées sur l'annexe au présent rapport. En application de l'article L.225-37 du Code de Commerce modifié par la loi du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'Administration et à l'égalité professionnelle, il est précisé que suite à la nomination d'un administrateur femme en mai 2011 la proportion hommes/femmes au sein du Conseil d'Administration

est la suivante : Hommes : 89 % - Femmes : 11 %. L'attention du Conseil a été attirée sur le calendrier à respecter en la matière.

1.2 Préparation et organisation des travaux du Conseil d'Administration

- Nombre de réunions et taux de présence

En 2011, le Conseil d'Administration s'est réuni selon un calendrier pré-établi à huit reprises : les 11 février ; 18 mars ; 8 avril ; 20 mai ; 28 juin ; 13 septembre ; 8 novembre et 16 décembre, soit à une fréquence plus élevée que les années précédentes compte tenu :

- d'une part, des nécessaires décisions dues à l'élaboration, à l'adoption et à la mise en œuvre d'un plan de développement stratégique couvrant la période 2011 – 2015,
- et compte tenu d'autre part, des évolutions de la gouvernance décrites ci-après,
- L'assiduité aux Conseils a été excellente : 97.2 % pour 93,0 % en 2011.

- Principales décisions

Le Conseil d'Administration, dans le cadre de sa mission permanente (définie dans la loi, dans les statuts ainsi que dans un règlement intérieur) consistant notamment à arrêter les orientations stratégiques du Groupe, à veiller à leur respect et à leur mise en œuvre, s'est réuni notamment pour :

⇒ de manière récurrente :

- ✓ arrêter les budgets annuels, les comptes annuels sociaux et consolidés, les comptes semestriels et les documents de gestion prévisionnelle et les rapports correspondants,
- ✓ établir les rapports et résolutions à soumettre aux actionnaires,
- ✓ convoquer et préparer les assemblées,
- ✓ prendre connaissance de l'activité et des résultats du groupe et de chaque société le composant,
- ✓ approuver et/ou reconduire diverses dispositions (prestations intragroupe, répartition des jetons de présence, ...),

⇒ de manière ponctuelle :

- ✓ proposer toutes modifications statutaires,
- ✓ approuver tout plan pluri-annuel,
- ✓ approuver tout projet de croissance externe, de fusion ou d'appos, de
- ✓ arrêter tout règlement intérieur, tout plan de stock option, d'attribution gratuite d'actions, ...
- ✓ autoriser les conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce,
- ✓ autoriser les cautions, avals et garanties,
- ✓ autoriser les opérations importantes concernant la société et ses filiales tel que régit par le Règlement Intérieur,
- ✓ nommer les mandataires sociaux et les membres des comités d'études du conseil et du Comité de Surveillance et fixer les rémunérations,
- ✓ analyser, débattre de toutes questions intéressant la bonne marche des sociétés composant le groupe,
- ✓ procéder à l'évaluation de ses travaux (mars 2012),
- ✓ débattre sur la politique en matière d'égalité professionnelle et salariale Homme/Femme à l'intérieur du groupe (février 2012).

NB : compte tenu des nouvelles orientations stratégiques données au Groupe, du plan de développement 2011-2015 et des évolutions de gouvernance intervenues en 2011, le Conseil a souhaité adapter le règlement intérieur à ces nouveaux enjeux fondamentaux. Ainsi, un nouveau règlement intérieur a été élaboré et adopté par le Conseil lors de sa séance du 27 mars 2012. Par rapport au règlement intérieur en vigueur jusqu'à cette date, ce nouveau règlement précise, notamment, la composition et les attributions du conseil d'administration et des comités, parmi lesquels le comité de surveillance et étend certaines mesures d'autorisation préalables par le conseil à des opérations et décisions significatives engageant la société ou ses filiales. Le règlement intérieur en vigueur détaillant ces différents points est disponible sur le site de la Société.

- Modalités de préparation des décisions

Modalités de convocation et d'information préalable
Avant chaque réunion du Conseil d'Administration, chacun des membres reçoit par courrier électronique, dans un délai approprié, toutes les informations de base correspondant aux divers points de l'ordre du jour pour lui permettre de préparer dans les meilleures conditions possibles la réunion programmée. Conformément à l'article L.823-17 du Code de commerce, les commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du conseil qui ont examiné et arrêté les comptes intermédiaires semestriels ainsi que les comptes annuels.

Modalités de remise des documents et informations nécessaires à la prise de décision

Les membres du conseil d'administration ont reçu, lors de chaque réunion du conseil, tous les documents et informations nécessaires à une délibération éclairée et à l'accomplissement de leur mission et, notamment, les comptes sociaux annuels, consolidés et semestriels ainsi que les documents de gestion prévisionnelle.

Modalités de prise de décisions

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi. En cas de partage de voix, seul le Président du Conseil d'Administration, a voix prépondérante.

Comités du conseil

Le Conseil d'Administration se fait assister par les trois comités décrits ci-dessous :

- Un comité des rémunérations et nominations : conformément aux termes du nouveau règlement intérieur adopté par le conseil lors de sa séance du 27 mars 2012, le comité des rémunérations et nominations est chargé :

- D'une part, de la composition des instances dirigeantes de la Société et des Filiales. A cet effet, le Comité des nominations et des rémunérations est en charge :
 - De la sélection des candidats aux postes de nouveaux administrateurs ;
 - De la sélection des dirigeants mandataires sociaux, par le biais de proposition au conseil d'administration.
- D'autre part, de la rémunération et des avantages attribués aux dirigeants mandataires sociaux de la Société et des Filiales. A ce titre, le Comité émet des recommandations et avis au bénéfice du conseil d'administration.

Ce comité composé de quatre membres dont les deux administrateurs indépendants et sans dirigeant mandataire social s'est réuni à cinq reprises au cours de l'exercice 2011.

- Un comité d'audit : le Conseil a choisi de se constituer, lors de sa réunion du 27 mars 2009, en comité d'audit en application des dispositions de l'article L 823-19 du Code de Commerce issues de l'ordonnance du 8 décembre 2008. Toutefois, le comité d'audit ne comprend pas de membres exerçant des fonctions de direction.

• Pour remplir au mieux les missions confiées au comité d'audit par la loi et le règlement intérieur adopté le 27 mars 2012 :

- Le conseil mandate depuis 2010 deux de ses membres (non opérationnels, indépendants et présentant des compétences en matière financière) pour une intervention directe au siège de la société à des fins de préparation des travaux du Comité d'Audit ;
- Ces derniers interviewent, hors la présence des mandataires sociaux opérationnels, les responsables du processus d'élaboration de l'information financière, du contrôle interne et du contrôle budgétaire ainsi que les commissaires aux comptes. Ils reportent ensuite de leur mission, recommandations, préconisations au Conseil,
- le Conseil d'Administration, après avoir entendu les deux administrateurs délégués, a procédé lors de sa séance du 27 mars 2012 à :
 - ✓ l'examen des comptes,
 - ✓ au contrôle de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables,
 - ✓ au suivi du processus d'élaboration de l'information financière,
 - ✓ au pilotage de la procédure de sélection des commissaires aux comptes,
 - ✓ à l'examen des risques et engagements hors bilan significatifs.

- Un Comité de Surveillance : instauré, depuis début 2003, le rôle et les attributions de ce Comité de Surveillance ont été modifiés par le règlement intérieur adopté le 27 mars 2012 et consistent désormais à :

- ✓ s'assurer du respect par les dirigeants mandataires sociaux de la société et des filiales de la stratégie définie par le Conseil,
- ✓ faire au Conseil toute recommandation sur tout aménagement nécessaire et/ou évolution de la stratégie ;
- ✓ s'assurer de la pertinence des délégations de signature et faire au conseil d'administration toute recommandation à ce sujet,
- ✓ s'assurer de la soumission au conseil, en vue de leur autorisation, de certaines opérations, obtenir avant chaque conseil un état des opérations soumises à autorisation et émettre un avis préalable sur lesdites opérations.

Ce Comité de Surveillance s'est réuni à quatre reprises en 2011. Ses cinq membres, dont actuellement deux administrateurs opérationnels, deux administrateurs non opérationnels et le secrétaire général Groupe, ont été destinataires mensuellement de rapports sur l'activité, les résultats et les engagements.

2. En matière de procédures de contrôle interne, d'identification et de gestion des risques mises en place par la société :

Les procédures de contrôle interne mises en place s'appliquent à toutes les sociétés du groupe.

Ces **procédures de contrôle interne** ont pour objectifs essentiels d'assurer :

- La conformité aux lois et règlements,
- L'application des instructions et des orientations fixées par la Direction Générale,

- Le bon fonctionnement des processus internes de la société et plus particulièrement ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs,
- La fiabilité des informations financières, comptables et de gestion communiquées aux organes sociaux.
- L'amélioration des performances.

Ces **procédures de contrôle interne** trouvent leurs origines :

⇒ **dans un règlement intérieur** approuvé initialement au Conseil d'Administration du 06 février 2004 et régulièrement reconduit depuis en l'ajustant pour tenir compte de l'expérience accumulée, des évolutions réglementaires ou de gouvernance. Comme rappelé supra, le règlement intérieur a été actualisé en mars 2012.

Ce règlement intérieur de mars 2012 précise :

- ✓ la composition, le rôle et les pouvoirs du conseil d'administration à l'égard de la Société et de ses filiales au sens de l'article L.233-1 du Code de commerce et le fonctionnement du conseil d'administration :
 - le conseil doit comporter au moins 2 membres indépendants, ce nombre pouvant être soit réduit à un membre si le conseil est composé de 5 membres ou moins, soit augmenté si l'effectif du conseil est important. Les critères pour apprécier l'indépendance des membres du conseil sont ceux proposés par le Code MiddleNext.,
 - A titre de mesure d'ordre interne non opposable aux tiers, sont soumises à autorisation préalable du conseil d'administration de la Société les opérations et décisions significatives engageant la Société ou ses Filiales et listées dans le règlement intérieur.
 - la composition, le fonctionnement et les attributions des comités du conseil d'administration qui sont : le comité d'audit et des comptes, le comité des nominations et des rémunérations et le comité de surveillance.
 - la déontologie des administrateurs.
- ⇒ **dans des usages et pratiques** développés depuis de nombreuses années par le Groupe. Parmi ceux-ci peuvent être cités notamment :
 - ✓ **une procédure budgétaire annuelle** avec itération entre Comité de surveillance, Direction générale et management du groupe et des filiales, validée in fine par le Conseil d'Administration,
 - ✓ **un reporting mensuel d'activité et de résultats** avec comparatif sur budget et sur réalisation de l'exercice précédent et suivi des indicateurs Qualité et des plans d'actions budgétés :
 - ✓ **une procédure de clôture annuelle** destinée entre autres à établir et/ou à valider l'information financière et comptable destinée aux actionnaires et comportant au moins les aspects suivants :
 - élaboration des comptes sociaux et consolidés sous la supervision du Responsable Administratif par la responsable comptable et la Contrôleur de Gestion de SAM Outillage SAS,
 - revue et validation par le Secrétaire Général des comptes sociaux et consolidés annuels ou semestriels,
 - présentation des comptes et de l'information financière en découlant par le Secrétaire Général au Comité de Surveillance et au Comité d'Audit,
- ⇒ **dans des audits internes** le groupe s'est structuré depuis 2005 en matière de contrôle interne. Un plan d'audits annuel est validé par le Président. Les contrôles internes effectués sont décrits dans le reporting mensuel et font l'objet de revues de Direc-

tion. Plan d'audit et résultats des audits sont inscrits une fois par an à l'ordre du jour d'un conseil d'administration.

⇒ **dans un Système de Management de la Qualité** : déployé en interne sur les processus majeurs, très intégré aux processus de gestion et contrôlé annuellement par un organisme certificateur dans le cadre des certifications ISO 9000.

Par ailleurs, pour faire face aux risques auxquels il est exposé, le Groupe met en œuvre diverses procédures de gestion adaptées à chacun de ses risques. Ainsi le Groupe s'appuie sur les procédures suivantes pour limiter ses principaux risques en matière de :

- risque opérationnel : sur un processus de veille concurrentielle mobilisant en cas de besoin les capacités d'anticipation et de réactivité du Groupe,
- risque industriel, sur un processus permanent de prévention des accidents à travers divers axes : management de proximité, actions de formation, de prévention, d'adaptation des postes de travail...,
- risque environnemental : sur un processus de maîtrise, adapté aux moyens industriels exploités, par des certifications, des inspections, des actions de maintenance préventive ou corrective,
- risque de change : sur des processus de couverture à terme auprès d'établissements bancaires de premier rang visant à figer les cours de change retenus dans le cadre des seuls approvisionnements en devises autres que l'euro budgétés,
- risque de liquidité : sur une politique financière privilégiant la sécurité,
- risque lié à l'activité, au patrimoine, à sa responsabilité et à celle de ses dirigeants : sur un processus de garanties étendues auprès de compagnies d'assurance de premier plan sélectionnées avec l'appui d'un courtier parmi les leaders européens,
- risque informatique : sur un processus privilégiant la fiabilité, l'intégrité et la sécurité des données, des systèmes et des réseaux s'appuyant sur une infogérance auprès d'un des leaders du marché,
- risque juridique : sur un processus de centralisation par le secrétaire général s'appuyant si nécessaire sur des conseils externes.

L'un des objectifs du contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et de ses filiales et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptables et financier. Si comme tout système de contrôle, il ne peut fournir une garantie absolue que ces risques ne sont totalement éliminés, par contre les procédures et les recherches d'adaptation permanente au plus près des spécificités du contexte ont démontré jusqu'alors leur efficacité.

3. En matière de principes et règles arrêtés pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux :

Le comité de rémunération propose au Conseil d'Administration les évolutions souhaitables en matière de rémunérations, d'avantages et d'indemnités de toute nature accordés aux dirigeants mandataires sociaux.

Le Conseil d'Administration délibère et décide sur ces propositions, hors de la présence du mandataire social concerné et à la lumière des principes énoncés dans le code MiddleNext :

- en veillant au juste équilibre entre l'intérêt général du Groupe, de ses actionnaires et de la performance du dirigeant mandataire social,

- en tenant compte notamment, de la globalité de sa rémunération, des pratiques de marché, de l'environnement professionnel et économique dans lequel le Groupe et ses mandataires sociaux évoluent, des rémunérations globales des autres dirigeants, du respect et de la stabilité des principes de détermination de la partie variable des rémunérations...

En 2011, la rémunération globale due au Président Directeur général (Monsieur Noël Guichard) a été composée par une partie fixe, par l'attribution gratuite d'actions de SAM SA selon la dernière performance annuelle passée du Groupe, et par un complément de rémunération afin de prendre en considération son implication renforcée et l'efficacité dont il a fait preuve pour réussir, dans les meilleurs délais et conditions, la mise en place de la nouvelle stratégie opérationnelle et des divers projets structurants menés ces derniers mois avec Monsieur Frédéric Champavère, et compte-tenu également des dispositions qu'il a prises pour assurer la représentation du groupe SAM auprès des instances professionnelles et, accessoirement par des avantages en nature constitués par la mise à disposition d'un véhicule.

En 2011, la rémunération globale due au Directeur Général délégué (Monsieur Frédéric Champavère) a été composée par une partie fixe (révisée en juillet 2011 compte tenu de l'élargissement de sa fonction), par une partie exceptionnelle (conditionnée à une 1ère étape de réalisation du plan d'affaires), par l'attribution gratuite d'actions Sam Outillage SAS conditionnée à des performances futures traduisant l'intérêt à moyen et long terme du groupe et, accessoirement par des avantages en nature constitués par la seule mise à disposition d'un véhicule.

Sur présentation des justificatifs, leurs dépenses de déplacements et de réceptions engagées dans l'intérêt et pour le compte du Groupe sont prises en charge par le Groupe.

Les rémunérations 2011 des dirigeants mandataires sociaux sont détaillées dans le rapport de gestion.

Il est précisé que le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué n'ont bénéficié d'aucun régime de retraite supplémentaire, qu'ils ne disposent d'aucun contrat de travail ni d'aucun autres engagements à leur bénéfice que ceux indiqués ci-dessus, correspondant à des indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions ou postérieurement à celles-ci.

4. En matière de gouvernement d'entreprise :

Comme indiqué ci-dessus, la Société se réfère au code de gouvernement d'entreprises MiddelNext.

Ainsi qu'exposé dans les différents chapitres de ce rapport, la Société a mis en œuvre la plupart des principes, démarches, règles et recommandations décrits dans ce code. Il est précisé en particulier :

- Point de vigilance concernant le pouvoir exécutif : Il est rappelé que pour préparer la gouvernance future du Groupe, le Conseil avait dans sa séance du 8 décembre

2010 et sur proposition du Directeur Général, nommé à compter du 7 janvier 2011, Mr Frédéric Champavère en qualité de Directeur Général délégué de SAM SA et vice président de son Conseil d'administration. Pour mener de manière efficace la stratégie opérationnelle et les différents projets en cours, le Conseil a approuvé en juin 2011 la nomination de Monsieur Frédéric Champavère en qualité de Président de SAM Outillage SAS.

Puis, en novembre 2011, le Conseil a nommé Monsieur Frédéric Champavère en qualité de Président Directeur général de SAM SA, en remplacement de Monsieur Noël Guichard cessant ses fonctions au 31 décembre 2011 après plus de 40 ans de présence réussie dans le Groupe SAM. Monsieur Noël Guichard a été nommé en qualité de vice-président du conseil, en remplacement de Monsieur Frédéric Champavère, avec effet au 1^{er} janvier 2012.

- Points de vigilance concernant le pouvoir de surveillance exercé par le conseil d'administration : dans sa séance du 27 mars 2012, le conseil d'administration a consacré un point de son ordre du jour à un débat sur son fonctionnement et à sa prise en compte en toutes circonstances de l'intérêt de l'entreprise et de ses actionnaires.

5. En matière de limitations éventuelles que le Conseil d'Administration apporte au pouvoir du Directeur Général :

Dans le cadre du règlement intérieur mis à jour le 27 mars 2012 évoqué ci avant, le Conseil d'Administration a instauré, à titre de disposition interne non opposable au tiers, des limitations aux pouvoirs des dirigeants de la société et des filiales. La réalisation des opérations significatives est ainsi soumise à autorisation préalable du Conseil d'Administration :

6. Modalités de participation des actionnaires à l'assemblée générale :

Conformément à l'article L.225-37 alinéa 6 du Code de commerce, il est renvoyé aux dispositions des statuts qui prévoient les modalités de participation des actionnaires à l'assemblée générale de la Société et en particulier :

- A l'article 17 des statuts, pour le mode de fonctionnement et les principaux pouvoirs de l'assemblée générale,
- A l'article 8 des statuts, pour la description des droits des actionnaires et les modalités d'exercice de ces droits.

7. Information sur les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique :

Conformément à l'article L.225-37 alinéa 7 du Code de commerce, il est précisé que le paragraphe VII-1) du rapport de gestion et de groupe établi par le Conseil d'Administration mentionne les informations prévues à l'article L.225-100-3 du Code de commerce.

Le Président du Conseil d'Administration

§1. ÉTATS DE SYNTHÈSE

ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ETAT DU RESULTAT ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

ETAT DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

§2. ANNEXE

I. RÉFÉRENCE DE BASE

II. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

III. PRINCIPES COMPTABLES

- 3.1. Base de préparation des états financiers
- 3.2. Recours à des estimations et jugements
- 3.3. Entrées dans le périmètre et informations pro-forma

IV. ACTIF NON COURANT

- 4.1. Ecart d'acquisitions et immobilisations incorporelles
- 4.2. Immobilisations corporelles
- 4.3. Actifs financiers non courants
- 4.4. Détail de l'actif non courant
- 4.5. Variation des immobilisations pendant l'exercice
- 4.6. Amortissements de l'exercice
- 4.7. Dépréciation des actifs
- 4.8. Informations et engagements complémentaires sur l'actif non courant

V. ACTIF COURANT

- 5.1. Stocks et en-cours
- 5.2. Créances clients nettes et autres actifs à court terme
- 5.3. Trésorerie et équivalents

VI. CAPITAUX PROPRES

VII. PASSIF NON COURANT ET DETTES

- 7.1. Provisions
- 7.2. Passifs financiers
- 7.3. Impôt sur les résultats

VIII. GESTION DES RISQUES ATTACHÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

- 8.1. Risque de crédit
- 8.2. Risque de liquidité
- 8.3. Risque juridique
- 8.4. Risque de marché

IX. ENGAGEMENTS OU OPÉRATIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

X. PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE

XI. DONNÉES SOCIALES

- 11.1. Effectif moyen équivalent temps plein
- 11.2. Masse salariale
- 11.3. Avantages au personnel

XII. RÉMUNÉRATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION

XIII. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

XIV. FRAIS NON COURANTS

XV. INFORMATION SECTORIELLE

XVI. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

XVII. AUTRES INFORMATIONS ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (en milliers d'euros)

ACTIF	Notes de l'annexe	31/12/2011	31/12/2010
ACTIF NON COURANT	IV / XVI	8 869	6 771
Ecart d'acquisition		1 968	–
Immobilisations incorporelles		122	40
Immobilisations corporelles		6 722	6 710
Actifs financiers à long terme		57	21
ACTIF COURANT	V	29 312	25 860
Stocks nets	5.1	12 417	8 871
Créances clients nettes	5.2	8 949	8 166
Autres actifs à court terme	5.2	2 027	1 054
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.3	5 919	7 769
TOTAL ACTIF		38 181	32 631
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES	VI	21 516	21 935
Capital social		7 408	7 408
Réserves et autres		14 239	13 482
Résultat de l'exercice		– 131	1 045
Intérêts minoritaires		–	–
PASSIF NON COURANT	VII	4 280	1 973
Provisions	7.1	369	305
Dettes financières à long terme	7.2	2 950	1 490
Autres dettes à long terme	7.2	274	–
Dettes sur immobilisations financières	7.2	600	–
Produits différés à long terme	7.2		2
Impôt différé passif	7.3	87	176
DETTES	VII	12 385	8 723
Dettes financières à court terme	7.2	2 114	1 130
Dettes sur immobilisations financières	7.2	930	–
Dettes fournisseurs	7.2	4 263	2 979
Autres passifs à court terme	7.2	5 078	4 614
TOTAL PASSIF		38 181	32 631

ETAT DU RÉSULTAT ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

ETAT DU RÉSULTAT NET

	Notes de l'annexe	EXERCICE 2011	EXERCICE 2010
Chiffre d'affaires net total	X	32 630	28 587
<i>Dont exportation</i>		5 849	7 439
Variation des stocks de produits finis et en-cours		57	706
Total production		32 687	29 293
Autres produits		138	140
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION		32 825	29 433
Achats consommés		12 488	10 953
Autres achats d'exploitation	XII et XIII	8 980	7 629
Impôts et taxes		877	732
Charges de personnel	XI / XII	9 554	7 673
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION COURANT		926	2 446
Dotations aux amortissements nettes des reprises		821	713
Dotations aux provisions nettes des reprises		- 84	- 26
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		189	1 759
Produits et charges opérationnels non courants	XIV	- 209	- 221
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		- 20	1 538
Coût du financement		115	47
Autres charges et produits financiers		- 11	- 14
Impôt	7.3	7	460
RÉSULTAT NET		- 131	1 045
Dont part du groupe		- 131	1 045
Dont minoritaires		0	0
RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)		- 0,36	2,86
<i>Résultat par action dilué</i>		- 0,34	2,75
<i>Nombre d'actions en circulation</i>		365 572	365 037
Marge brute d'autofinancement		748	1 190

ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES

	Notes de l'annexe	EXERCICE 2011	EXERCICE 2010
RÉSULTAT NET		- 131	1 045
Ecart de conversion		0	0
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		0	0
Réévaluation des immobilisations		0	0
Autres		0	0
Impôt		0	0
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		0	0
RÉSULTAT NET GLOBAL		- 131	1 045

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

		EXERCICE 2011	EXERCICE 2010
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	(A)	- 284	893
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT =		748	1 190
+ Résultat net du groupe		- 131	1 045
+ Rémunération sur actions		162	1
+ Amortissements et provisions nets		815	724
+ Variation imposition différée		- 89	- 597
- Plus values de cession		9	- 17
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT NET =		- 1 032	- 297
- Stocks nets		956	1 509
- Créances nettes		- 1 125	1 575
+ Dettes liées à activité		- 1 218	2 824
- Comptes de régularisation actifs passifs		- 17	37
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX INVESTISSEMENTS	(B)	- 3 391	- 313
- Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		738	390
+ Réévaluation des terrains		0	0
- Augmentation des immobilisations financières		4 353	26
+ Valeur de cession ou réduction d'immobilisations		16	42
+ Variation des dettes sur investissements		1 684	61
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(C)	1 265	- 1 803
- Dividendes versés aux actionnaires		440	405
+ Hausse des emprunts et des subventions		3 604	711
- Remboursement des emprunts et des subventions		1 890	2 037
- Actions propres en déduction des capitaux propres		9	72
VARIATION DE LA TRÉSORERIE DISPONIBLE	(A+B+C)	- 2 410	- 1 223
dont : + disponibilités		- 503	3 691
+ placements		- 1 347	- 4 886
- découverts ponctuels		560	28
+ TRÉSORERIE DISPONIBLE A L'OUVERTURE		7 708	8 931
= TRÉSORERIE DISPONIBLE A LA CLOTURE		5 298	7 708

ETAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

	EXERCICE 2011	EXERCICE 2010
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS OUVERTURE	21 935	21 366
Résultat consolidé	- 131	1 045
Dividendes distribués aux actionnaires	- 441	- 405
Variation sur annulation des actions propres	- 9	- 71
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0
Actions gratuites	161	0
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS CLOTURE	21 515	21 935

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

I. RÉFÉRENCE DE BASE

En application du règlement Européen n° 1606/2002 visant les sociétés cotées sur un marché réglementé européen, les comptes consolidés du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) émis par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Les Etats Financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 27 mars 2012. Ils ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires devant se tenir le 22 juin 2012.

II. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Toutes les sociétés suivantes, dont SAM S.A. dirige les politiques financière et opérationnelle et qu'elle contrôle directement ou indirectement à plus de 50 %, sont consolidées directement par la méthode de l'intégration globale.

Nom de la société	Siège	N° Siret	Mode d'intégration	Pourcentage d'intérêt au 31.12.11	31.12.10
SAM S.A.	Saint Etienne (42)	433 925 344 00015	Intégration globale	Mère	Mère
SAM OUTILLAGE SAS	Saint Etienne (42)	338 002 231 00011	Intégration globale	100	100
SAM HERRAMIENTAS	Pampelune (Espagne)	B-81964413	Intégration globale	100	100
PTS	Marne-la-Vallée (77)	39 876 471 200 038	Intégration globale	100	0
IPS	Marne-la-Vallée (77)	44 183 307 600 025	Intégration globale	100	0
RODAC	Sittard (Pays-Bas)	000017356407	Intégration globale	100	0

Au sein du Groupe les notions d'entités ad hoc, d'entreprises associées ou de co-entreprises sont inexistantes. Le périmètre de consolidation intègre en 2011 trois nouvelles sociétés :

- PTS et IPS à partir du 1^{er} août 2011
- RODAC International BV à partir du 21 décembre 2011.

Ces sociétés sont détenues à 100% directement par SAM OUTILLAGE SAS et à 100% indirectement par SAM SA.

Les sociétés PTS et IPS acquises en 2011, n'ont pas pu être intégrées fiscalement avec les autres sociétés françaises du Groupe en 2011. Ainsi le groupe fiscal SAM au 31 décembre 2011 est uniquement constitué des sociétés suivantes : SAM S.A. et SAM OUTILLAGE SAS. Ce groupe fiscal expirera au 31 décembre 2015.

III. PRINCIPES COMPTABLES

3.1. Base de préparation des états financiers

La consolidation est effectuée sur la base des comptes sociaux établis par chaque société. Elle est également établie :

- après élimination des opérations internes au groupe,
- dans la perspective de continuité de l'exploitation,
- selon les principes du coût historique sauf pour certains postes (mentionnés dans les notes suivantes) évalués à la juste valeur,
- selon les normes IFRS, telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux interprétations de l'IFRIC, applicables au 31.12.2011.

Les nouvelles normes, amendements aux normes existantes applicables en 2011 et nouvelles interprétations adoptées par l'Union Européenne en 2011 ne trouvent pas à s'appliquer ou n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du groupe.

Aucune norme n'est appliquée par anticipation. Le groupe ayant une seule et unique activité n'est pas concerné par la norme IFRS 8 (secteurs opérationnels).

Le groupe a choisi de comptabiliser la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises en charges (impôts et taxes).

Les principes comptables utilisés sont détaillés, pour chaque poste dans les notes de l'annexe correspondante présentées ci-après. Toutes les données chiffrées sont en **milliers d'euros**.

3.2. Recours à des estimations et jugements

La préparation des états financiers conformes aux principes comptables généralement acceptés exige que la Direction réalise des estimations et formule des hypothèses qui se traduisent dans la détermination des actifs et des passifs inscrits au bilan, des actifs et passifs éventuels, ainsi que des produits et charges enregistrés dans le compte de résultat de la période comptable considérée. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Ces estimations et ces appréciations sont régulièrement revues et se fondent sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment sur des anticipations d'événements futurs jugées raisonnables compte tenu des circonstances.

3.3. Entrées dans le périmètre et informations pro-forma

PTS Outillage/IPS et RODAC sont intégrés dans les comptes 2011 :

- Au compte de résultat : à partir des dates de prises de contrôle effectives,
- Au bilan : à partir des situations au 31 décembre 2011 de chaque entité.

Pour satisfaire aux obligations d'informations pro-forma, il est précisé ce qui suit :

Nom de la société	PTS/IPS	RODAC	TOTAL
Chiffre d'affaires depuis la date d'acquisition	2 429	–	2 429
Résultat net consolidé depuis la date d'acquisition	– 59	– 1	– 60
Chiffre d'affaires depuis l'ouverture de l'exercice 2011	5 635	4 021	9 656
Résultat net social depuis l'ouverture de l'exercice 2011	– 51	113	62

IV. ACTIF NON COURANT

4.1. Ecart d'acquisitions et immobilisations incorporelles

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en application de la méthode d'acquisition relevant de la norme IFRS 3 révisée. Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. La différence entre la part acquise de la juste valeur et le coût d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition.

Les ajustements des valeurs des actifs et passifs relatifs à des acquisitions sont comptabilisés comme un ajustement rétrospectif du goodwill s'ils interviennent dans la période de douze mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés directement en résultat sauf s'ils correspondent à des corrections d'erreurs.

Le Groupe a acquis en 2011 les actifs et passifs des sociétés PTS/IPS et RODAC. Avec ces nouvelles entrées de périmètre de l'exercice, le bilan présente cette année un poste d'écart d'acquisition au 31 décembre 2011 d'un montant de 1 968 K€. (Cf. paragraphe XVI de la présente annexe.)

Conformément à l'application du référentiel IFRS, le goodwill n'est pas amorti et les frais d'acquisition sont enregistrés en charges de l'exercice. Le Groupe dispose d'une année pour figer définitivement la répartition de ce goodwill dans les comptes consolidés.

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels achetés, enregistrés à leur coût d'acquisition et amortis suivant le mode linéaire au maximum sur 3 ans, sauf si un indice de perte de valeur après analyse conduit à la constatation d'une perte de valeur égale à la différence entre le montant recouvrable et la valeur comptable de l'actif concerné.

En ce qui concerne :

- les frais de recherche, ils ne sont pas immobilisables,
- les frais de développement, dès qu'ils sont encourus, sont enregistrés directement en charges car le Groupe considère qu'aucune certitude sur le bénéfice de leurs avantages économiques futurs n'existe.

4.2. Immobilisations corporelles

Terrains : Les terrains sont comptabilisés à leur valeur historique réévaluée lors de la transition aux normes IFRS comme prévu par la norme IFRS1.

Autres immobilisations corporelles : elles sont enregistrées par composants à leur coût historique d'acquisition ou de production diminué de leurs amortissements.

Leurs coûts n'intègrent :

- ni coût d'entretien et de réparations courants qui sont enregistrés en charges,
- ni déductions liées aux subventions d'investissement qui sont enregistrées au bilan en produits différés et sont rapportées en résultat sur la durée d'utilisation de l'actif correspondant.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire à l'exception de certains équipements industriels récents pour lesquels le mode dégressif est plus approprié pour obtenir une valeur nette pertinente, selon les durées d'utilisation ci-après reflétant le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à chaque composant d'un actif, à savoir :

Immobilisations	Durée d'utilité
Bâtiments	20 à 40 ans
Autres agencements immobiliers	12 à 15 ans
Équipements industriels.....	10 à 30 ans
Équipements informatiques et assimilés.....	3 ans
Matériels de transport et de manutention	4 à 8 ans
Autres corporels.....	4 à 8 ans

Aucune valeur résiduelle n'a été affectée aux immobilisations.

Les plus ou moins values de cession des immobilisations corporelles sont déterminées par rapport à la juste valeur pour les terrains et à la valeur nette comptable pour les autres immobilisations corporelles. Elles sont enregistrées en résultat dans les autres produits et charges.

4.3. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont constitués pour l'essentiel par des prêts et créances avec des échéances supérieures à 12 mois à la date de clôture. Ils sont comptabilisés au coût historique après déduction d'une perte de valeur le cas échéant.

4.4. Détail de l'actif non courant

	31/12/2011			31/12/2010
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Ecart d'acquisition :	1 968	–	1 968	–
- Ecart d'acquisitions	1 968	–	1 968	–
Incorporelles :	656	534	122	40
- Concessions, brevets, licences	–	–	–	–
- Autres immobilisations incorporelles	656	534	122	40
Corporelles :	17 167	10 445	6 722	6 710
- Terrains et aménagements	1 662	136	1 526	1 421
- Constructions	6 186	2 894	3 292	3 563
- Matériel	7 386	5 896	1 490	1 496
- Autres corporels	1 933	1 519	414	218
- Avances et acomptes	–	–	–	12
Financières :	57	–	57	21
- Autres titres de participation	1	–	1	–
- Prêts	18	–	18	5
- Autres financières	38	–	38	16
TOTAL	19 848	10 979	8 869	6 771

4.5. Variation des immobilisations pendant l'exercice

	Valeur brute au 31.12.2010	Entrée de périmètre	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31.12.2011
Ecart d'acquisition	–	–	1 968	–	1 968
Incorporelles	480	81	95	–	656
Corporelles, dont :	16 127	894	654	509	17 166
- Terrains	1 543	–	119	–	1 662
- Constructions	6 210	–	17	40	6 186
- Matériel	6 837	662	216	330	7 386
- Autres corporels	1 525	232	302	127	1 933
- Avances et acomptes	12	–	–	12	–
Financières	21	22	16	1	57
TOTAL	16 628	997	2 733	510	19 848

4.6. Amortissements de l'exercice

	Amortissements au 31.12.2010	Entrée de périmètre	Dotations	Reprises et ajustements	Amortissements au 31.12.2011
Incorporelles	440	56	39	–	534
Corporelles, dont :	9 417	735	782	490	10 444
- Terrains	122	–	14	–	136
- Constructions	2 647	–	286	38	2 894
- Matériel	5 341	615	267	328	5 895
- Autres corporels	1 307	120	215	123	1 519
Financières	–	–	–	–	–
TOTAL	9 857	791	821	490	10 979

4.7. Dépréciation des actifs

Le groupe effectue des tests de perte de valeur de ses éléments incorporels (goodwill) à chaque clôture annuelle ainsi que dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Il effectue également des tests de perte de valeur pour ses immobilisations corporelles et incorporelles amortissables uniquement lorsqu'il existe un indice de perte de valeur. Le groupe déprécierait la valeur d'un actif si sa valeur recouvrable (montant le plus élevé entre le prix de cession net et la valeur d'utilité) devenait inférieure à sa valeur nette comptable. Toute perte de valeur sur le goodwill est irréversible.

La valeur recouvrable des goodwill a été déterminée par référence à leur valeur d'utilité en tenant compte des perspectives de flux futurs de trésorerie identifiées lors de l'acquisition des sociétés PTS/IPS et RODAC et qui n'ont pas été remises en cause depuis. Leur valeur d'utilité au 31 décembre 2011 étant supérieure à la valeur comptable, il n'y a pas lieu de constater une dépréciation des actifs concernés. Aucun indice de perte de valeur n'a par ailleurs été identifié sur les autres actifs.

Le taux d'actualisation utilisé est un taux après impôt appliqué à des flux de trésorerie après impôt. Son utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant un taux avant impôt à des flux de trésorerie non fiscalisés.

Le taux d'actualisation retenu au 31 décembre 2011 pour actualiser les flux futurs de trésorerie s'élève à 9,27% et a été calculé sur la base des principales hypothèses suivantes :

- Flux de trésorerie estimés sur la base des business plans établis dans le cadre du rachat des sociétés PTS/IPS.
- Taux sans risque de 3,36%
- Prime de risque de 6,45%
- Beta endetté de 1,16
- Taux de croissance à l'infini de 1%

La variation du taux d'actualisation de plus ou moins 1 point serait sans incidence sur les conclusions des tests de dépréciation, conduisant à ne pas constater de dépréciation sur les goodwill.

Au sein du groupe, la notion d'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) se confond avec son unique fonds commercial et ne trouve donc pas à s'appliquer.

4.8. Informations et engagements complémentaires sur l'actif non courant

⇨ Location financement

Le groupe n'a plus au 31.12.2011 de contrat de location financement en cours transférant les risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif loué.

Pour mémoire : le groupe a levé en juillet 2010, l'option d'achat d'un contrat de crédit bail immobilier, consenti en 1998 pour une durée de 12 ans. Ce contrat avait fait l'objet d'un retraitement (enregistrement du bien en immobilisation et d'un emprunt au passif du bilan).

⇨ Contrats de location simple

État des locations simples au 31 décembre 2011

Loyer financier inclus dans l'exercice	Paielements minimaux futurs à effectuer au titre de la location			Valeur d'origine	Année de signature du contrat
	à moins d'un an	entre 1 et 5 ans	à plus de 5 ans		
222	155	148	–	903	2006 à 2011

Il n'y a ni revenu de sous-location ni d'option d'achat en fin de contrat.

V. ACTIF COURANT

5.1. Stocks et en cours

Les stocks sont valorisés au coût moyen pondéré :

- d'achat (y compris les frais accessoires directement attribuables) pour les matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements achetés,
- de production (y compris tous coûts directs et les frais généraux de production affectés sur la base de la capacité normale de production) pour les en-cours et les produits finis manufacturés.

Les coûts n'intègrent aucun frais financier.

A partir d'indices de perte de valeur et après analyses, référence par référence, prenant en compte notamment les produits qui ne figurent plus sur le catalogue en vigueur et les difficultés de vente sur les autres produits dont la rotation ressort comme trop lente, des dépréciations sont constituées dès lors que la valeur nette probable de réalisation est inférieure au coût d'achat ou de production. Cette valeur nette correspond au prix de vente attendu après déduction des coûts estimés d'achèvement et de commercialisation.

Les stocks et en-cours s'analysent comme suit :

	2011			2010
	Brut	Provisions pour dépréciation	Net	Net
Matières premières	1 560	173	1 387	1 168
En cours	763	12	751	897
Produits intermédiaires et finis	3 875	276	3 599	3 354
Marchandises	7 155	475	6 680	3 452
TOTAL	13 353	936	12 417	8 871

Détail des dotations et reprises au 31.12.2011 :

	Provisions au 31.12.2010	Entrée de périmètre	Dotations aux provisions	Reprises de provisions	Provisions au 31.12.2011
Matières premières	185	–	38	50	173
En cours	22	–	–	10	12
Produits intermédiaires et finis	316	–	100	140	276
Marchandises	344	186	87	142	475
TOTAL	867	186	225	342	936

5.2. Créances clients nettes et autres actifs à court terme

Les créances clients incluent les effets remis à l'encaissement et non échus qui sont exclus des disponibilités.

Elles sont comptabilisées à leur juste valeur sur la base de leur valeur nominale historique car les délais de paiement accordés sont conformes aux usages de la profession.

A partir d'indices de perte de valeur et après analyse, des dépréciations sont constituées dès lors que le cumul, le cas échéant actualisé s'il est significatif, des encaissements espérés est inférieur à la valeur nette comptable de la créance.

Les créances clients nettes (toutes à moins d'un an) et les autres actifs financiers à court terme se décomposent ainsi :

	2011			2010
	Brut	Provisions pour dépréciation	Net	Net
Acomptes versés sur commandes	154	–	154	89
Clients et comptes rattachés	9 127	178	8 949	8 166
Autres créances	1 682	–	1 682	838
Charges constatées d'avance	190	–	190	127
TOTAL	11 153	178	10 975	9 220

5.3. Trésorerie et équivalents

Évalués à leur juste valeur, la trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les comptes à terme, les autres placements à court terme très liquides, facilement convertibles et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les effets remis à l'encaissement et non échus sont exclus des disponibilités et sont reclassés dans les créances commerciales.

La trésorerie et équivalents ne comprennent aucun investissement en action.

Sa composition est la suivante :

	2011			2010
	Brut	Provisions pour dépréciation	Net	Net
Valeurs mobilières de placement	1 341	–	1 341	2 689
Comptes à terme	3 813	–	3 813	4 511
Disponibilités	765	–	765	569
TOTAL	5 919	–	5 919	7 769

VI. CAPITAUX PROPRES

La politique du Groupe consiste à maintenir une base solide de capitaux propres, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers, du personnel, de ses marchés, dans une perspective de soutien du développement futur de l'activité. Le Groupe prête une attention particulière à sa politique de distribution envers ses actionnaires en veillant au juste équilibre entre son intérêt général et celui des porteurs d'actions SAM.

Le groupe SAM a mis en œuvre un contrat de liquidité conformément à la charte de déontologie élaborée par l'AMAFI afin d'assurer l'animation du marché. Les données relatives au fonctionnement du contrat de liquidité figurent dans le rapport de gestion. Dans le cadre d'un programme de rachat approuvé en assemblée générale, le Groupe SAM est autorisé à procéder à l'achat d'actions de la société en vue notamment de couvrir des plans d'options d'achats d'actions, ou d'attribution gratuite d'actions aux salariés et/ou aux mandataires sociaux, d'assurer l'animation du marché des titres de la société, de les conserver en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, et de les annuler ultérieurement sur décision expresse d'une Assemblée Générale.

Le capital social est constitué uniquement par des actions ordinaires. La société n'a émis aucun instrument financier permettant directement ou indirectement d'accéder immédiatement ou à terme à des actions en capital. Elles peuvent revêtir la forme nominative ou au porteur identifiable au gré de l'actionnaire. Les actions nominatives entièrement libérées inscrites pendant 4 ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

Les éventuelles actions d'auto-contrôle détenues par la société sur elle-même ou par l'une de ses filiales sont déduites des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. En cas de cession ultérieure, le prix net de frais directs serait enregistré en capitaux propres.

Détail de la rubrique « Réserves et autres »

	2011	2010
Prime d'émission, fusion, apport	–	–
Stocks options et/ou actions gratuites attribuées	452	221
Réserve légale	281	240
Réserves facultatives	1 202	873
Report à nouveau	656	653
Réserves consolidées	11 648	11 495
TOTAL	14 239	13 482

VII. PASSIF NON COURANT ET DETTES

7.1. Provisions

Des provisions sont constituées si, à la date de clôture, il est certain ou probable qu'une obligation actuelle, juridique ou implicite, du Groupe envers un tiers provoquera une sortie de ressources sans aucune contrepartie et dont le montant peut être estimé de façon fiable.

Les provisions s'analysent comme suit :

	2011	2010
Garanties produits	298	272
Litige client	–	–
Indemnités de fin de carrière (PTS)	36	–
Médailles du travail	35	33
TOTAL	369	305

SAM Outillage S.A.S. assure une **garantie** contractuelle sur certains de ses produits au-delà de la garantie légale. En fonction de données historiques et statistiques, une provision est constituée pour faire face à cet engagement (en 2011, une dotation de 26 K€ a été enregistrée).

La société calcule, par une méthode actuarielle, ses engagements futurs au titre des médailles du travail (en 2011, une dotation de 2 K€ a été enregistrée pour SAM Outillage SAS).

7.2. Passifs financiers

Les passifs financiers sont constitués des emprunts auprès des établissements de crédit et assimilés, de la participation des salariés et des concours bancaires ponctuels. La part devant être remboursée dans les 12 mois suivant la date de clôture est portée dans les passifs courants.

Les autres passifs financiers sont initialement comptabilisés au bilan à leur juste valeur sous déduction de leurs coûts d'émission.

⇨ Dettes financières

Ventilation par échéance

	Total	moins d'un an	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTE FINANCIERE	5 338	2 114	3 001	223
Emprunts et dettes auprès d'êts de crédit	5 009	2 059	2 727	223
Emprunt en crédit bail	–	–	–	–
Emprunts et dettes financières divers	329	55	274	–

Endettement financier

	2011	2010
+ Dettes financières	5 338	2 620
– Valeurs mobilières de placement	1 342	2 689
– Comptes à terme et autres disponibilités	4 578	5 080
= Endettement net financier	– 582	– 5 149

Trésorerie

	2011	2010
+ Valeurs mobilières de placement	1 342	2 689
+ Comptes à terme et autres disponibilités	4 578	5 080
– Concours bancaires ponctuels	621	61
= Trésorerie nette	5 299	7 708

Au 31.12.2011, aucun des contrats de crédit ne contient des clauses dites de « défaut » ou « covenant » ; seul le financement bancaire de l'acquisition de PTS Outillage comprend une sûreté réelle sous forme de nantissement des titres de PTS.

⇨ Autres passifs financiers

Ils se ventilent comme suit :

	Total	moins d'un an	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTE SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERE	1 530	930	600	–
DETTE FOURNISSEURS	4 263	4 263	–	–
AUTRE PASSIF	5 078	5 078	–	–
Autres dettes d'exploitation	1 168	1 168	–	–
Dettes sur immobilisations	215	215	–	–
Dettes diverses	485	485	–	–
Acomptes reçus sur commandes	34	34	–	–
Produits constatés d'avance	2	2	–	–
Dettes fiscales et sociales	3 174	3 174	–	–

Les dettes sur immobilisations financières comprennent les différés de paiement et les compléments de prix ('earn-out') probables sur les acquisitions 2011 au titre de la croissance externe. Les produits constatés d'avance correspondent au solde des subventions d'investissement obtenues étalées sur la durée de vie des investissements s'y afférant.

7.3. Impôt sur les résultats

La charge d'impôt au compte de résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle se décompose ainsi :

	2011	2010
Charge d'impôt exigible	96	1 057
Produit ou Charge d'impôt différé	- 89	- 597
Total des impôts au compte de résultat	7	460

L'impôt exigible, déterminé selon les règles fiscales, est basé sur les bénéfices des sociétés du Groupe. Il intègre les éventuels ajustements d'impôts à payer sur les exercices précédents et s'analyse ainsi :

	2011	2010
Taux d'impôt effectif		
Résultat avant impôt	- 138	1 505
* Taux d'impôt en France (%)	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	- 46	502
+ Effets sur l'impôt théorique	53	- 42
> des différences entre base comptable et base fiscale	48	59
> des contributions additionnelles	0	10
> des éléments divers (dont crédits d'impôt)	5	- 111
= Charge réelle d'impôt	7	460
Taux d'impôt effectif	- 5,08%	30,54%

L'impôt différé à la clôture est calculé, selon la méthode du report variable, en appliquant le taux d'imposition, adopté ou qui sera adopté, aux différences temporaires existant entre les valeurs comptables des actifs ou des passifs au bilan consolidé et leurs bases fiscales correspondantes.

La position nette des impôts différés se décompose ainsi :

	2011	2010
Ventilation des impôts différés		
Retraitement des écritures de nature fiscale	212	240
Différences temporaires	- 308	- 247
Sur réévaluation des terrains	183	183
= Impôt différé (passif)	87	176

Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés et sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité.

VIII. GESTION DES RISQUES ATTACHÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable sur son activité, sa situation financière et ses résultats et considère qu'il n'y a pas de risques significatifs autres que ceux présentés ci-après, pour lesquels elle a mis en place les procédures de gestion décrites ci-dessous. Les principaux risques attachés aux instruments financiers sont des risques de crédit, de liquidité et des risques de marché.

8.1. Risque de crédit

Les créances clients font l'objet d'un suivi permanent. Le risque sur chaque client (hors les clients de RODAC Bv) est couvert par un assureur crédit. Au cas où la société serait amenée à dépasser l'encours autorisé par l'assureur et s'il n'était pas possible d'obtenir un paiement comptant ou d'obtenir des garanties, la décision d'octroyer un délai de règlement au client fait l'objet de dérogation interne avec délégations conjointes.

L'antériorité des créances commerciales à la date de clôture s'analyse comme suit :

	2011	2010
Non Echu 2012	6 777	5 803
Echu dont :	2 351	2 383
- à moins de 30 jours décembre *	1 316	160
- de 31 à 90 jours	479	159
- de 91 à 180 jours	402	2 052
- de 181 jours à 1 an	96	11
- à plus d'un an	57	-
Total du poste Client net	9 127	8 186

* essentiellement créances S52 2011 encaissées en date de valeur S1 2012.

Le Groupe estime qu'aucune perte de valeur n'est à comptabiliser au titre des créances non échues.

8.2. Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond aux risques encourus par la Société de ne pas pouvoir faire face à ses obligations si elles arrivent à échéance. Bien que la structure financière ait été naturellement impactée par les acquisitions réalisées en 2011 en matière de croissance externe, la trésorerie reste largement positive et l'endettement faible au regard des capitaux propres et des performances normatives du groupe en matière de marge brute d'autofinancement ou de résultat opérationnel.

Le Groupe estime ne pas présenter de risque de liquidité.

Les emprunts ne comprennent aucune clause d'exigibilité anticipée liée à des covenants financiers.

La maturité des dettes financières soit un total de 5 338 K€ au 31 décembre 2011 est la suivante :

Echéance des dettes financières	2011
2012	2 114
2013	1 078
2014	670
Postérieur à 2014	1 476
TOTAL	5 338

8.3. Risque juridique :

A la connaissance de la société, il n'existe pas de faits ou litiges susceptibles d'avoir ou ayant eu dans le passé récent, une influence sur l'activité, les résultats, le patrimoine ou la situation financière de la société et du Groupe.

8.4. Risque de marché

Risque de change :

La totalité du chiffre d'affaires est facturé en euro.

Le Groupe est exposé au risque de change uniquement sur des achats de marchandises importées, libellés essentiellement en US dollar et présentant une bonne linéarité.

Le groupe met en œuvre une politique de couverture partielle de ses achats prévisionnels en US \$ à un taux de change budgétaire sécurisant ses marges, par le biais d'achat à terme de devises. Il s'agit uniquement de terme fixe sur au plus 12 mois. Au 31.12.2011 ces instruments de couverture représentaient 5 200 K\$ soit une contrevaletur de 3 720 K€.

Les contrats de crédit contractés par le Groupe SAM sont libellés uniquement en euros.

Risque de taux :

Dans le cadre de sa politique financière le Groupe s'emploie à diversifier ses lignes de crédit souscrites en recourant principalement aux taux fixes pour limiter son risque en cas de variation forte des taux.

Risque sur les placements :

Les excédents de trésorerie sont placés sous forme de Sicav, comptes à terme... ne présentant aucun risque.

Risque de variations des cours des matières premières :

En cas de variation importante des prix des matières premières incorporées dans nos produits, nous pouvons subir des hausses de nos prix de revient ou de nos prix d'achats de produits semi finis ou finis. Nous nous efforçons, dans la pratique quotidienne de notre métier depuis toujours et dans une politique de sourcing et d'approvisionnements multi-sources, de limiter ces risques et de répercuter au mieux leurs effets dans nos prix de vente.

IX. ENGAGEMENTS OU OPERATIONS AVEC DES PARTIES LIEES :

Engagements financiers		2011	2010
Effets escomptés et non échus		néant	néant
Avals et cautions donnés	(a)	119	114
En matière de départ à la retraite	(b)	0	0
Solde sur commandes d'immobilisations		0	0
Avals et cautions reçus		néant	néant

(a) Concernent des cautions pour garanties de produits dans le cadre de marchés à l'exportation.

Il n'existe aucune garantie d'emprunt pour les filiales.

(b) Les engagements de retraite sont totalement couverts par un contrat d'assurance, pour SAM Outillage, et comptabilisés dans les comptes pour PTS.

Le seul autre engagement hors bilan identifié concerne les heures cumulées au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF) pour les filiales françaises qui s'élève à 16 208 heures au 31/12/2011.

Pour ce qui concerne les opérations avec les parties liées, il n'y a aucun engagement ou opération avec des parties liées hormis ce qui concerne les administrateurs dirigeants, leurs éléments de rémunérations, de prime, d'attributions gratuites d'actions ou engagement de retraite prévu dans la convention de la Métallurgie (pour les dirigeants ayant un contrat de travail), tels que décrits dans le rapport de gestion.

Le Groupe n'utilise aucun actif appartenant directement ou indirectement aux dirigeants ou à des membres de leur famille.

X. PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE

Le produit des ventes est enregistré s'il est probable que les avantages économiques associés aux transactions iront au Groupe et si le montant des produits et des coûts encourus ou à encourir sur la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Le montant des ventes est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir après, le cas échéant, déduction de toutes remises commerciales, rabais sur volumes et similaires.

Les ventes de biens sont comptabilisées à la date du transfert effectif à l'acheteur (soit à la date de livraison) de l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété des biens qui s'accompagne de l'arrêt de l'implication du Groupe dans leur gestion et dans leur contrôle effectif.

Ventilation du chiffre d'affaires

	2011	2010
Métropole	26 781	21 148
Exportation	5 849	7 439
TOTAL	32 630	28 587

XI. DONNÉES SOCIALES

11.1. Effectif équivalent temps plein

	2011	2010
Cadres	28	26
Employés et ouvriers	159	143
TOTAL	187	169
<i>Dont intérimaires</i>	16	12

11.2. Masse salariale

	2011	2010
Salaires et traitements	6 418	5 195
Charges sociales	2 751	2 101
Participation des salariés	164	326
Charges calculées sur attribution gratuite d'actions	221	51
TOTAL	9 554	7 673

11.3. Avantages au personnel

A court terme : Toutes les rémunérations, salaires, cotisations de sécurité sociale, congés payés, congés maladie, primes, l'intéressement, les avantages non-monétaires et toutes autres charges assimilées sont comptabilisés au titre de l'exercice au cours duquel les salariés du Groupe ont rendu les services correspondants.

Postérieurs à l'emploi : Le Groupe ne recourt à aucun régime à prestations définies collectif ou individuel. Par contre dans le cadre des régimes légaux et obligatoires à cotisations définies, les sociétés du Groupe versent les cotisations prévues à divers fonds d'assurances. L'engagement des sociétés du Groupe se limite au paiement des cotisations. Les cotisations ainsi versées sont comptabilisées au titre de l'exercice où elles sont dues.

A long terme : Parmi les divers avantages possibles, le Groupe est seulement concerné par les indemnités versées à l'occasion des médailles du travail. A partir d'évaluations actuarielles annuelles, la provision constituée est ajustée à chaque clôture.

Indemnité de fin de contrat : L'évaluation actuarielle des indemnités de fin de contrat prévues par les conventions collectives ou des contrats est basée sur la méthode des unités de crédit projetées et sur des hypothèses actuarielles prenant en compte les paramètres suivants :

- L'âge de départ à la retraite en se basant sur un âge théorique de départ à la retraite personnalisé,
- Un scénario de départ volontaire à l'initiative du salarié,
- La rémunération et ses charges sociales afférentes lors du départ,
- Les droits acquis lors du départ,
- Le taux de probabilité d'espérance de vie (tables de mortalité INSEE 2004-2006 hommes ou femmes)
- Le taux de probabilité de présence dans l'entreprise,
- Un taux d'actualisation de 4,60 % correspondant sensiblement au niveau des taux iBoxx corporate Bonds et AA10+ à fin décembre 2011 soit 2,10 % net d'inflation et de progression salariale,
- Un taux de rendement sur les actifs de couverture de 4,0 %.

Ces évaluations et hypothèses sont revues annuellement. Le groupe n'utilise pas la méthode dite « du Corridor » pour enregistrer les écarts actuariels. S'ils en existent, ils sont comptabilisés directement en résultat dès leur constatation.

Précision : par suite d'un avenant du 21 juin 2010 à l'accord national sur la mensualisation et à la Convention Collective Nationale des Ingénieurs et Cadres de la Métallurgie, les barèmes des indemnités de départ en retraite applicables aux cadres et aux non cadres de la Métallurgie ont été modifiés à la hausse. L'impact de cet amendement de droit, initialement 137 K€ est traité en Services Passés et amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés (soit 17,5 années).

L'engagement correspondant ressort à 699 K€ soit 663 K€ pour SAM outillage (intégralement couvert par un contrat d'assurance) et 36 K€ pour PTS au 31.12.2011.

(en milliers d'euros)	Evolution engagements	Engagements couverts par assurance	Impact en résultat avant IS
A l'ouverture	709	750	
Coût des services rendus	40	0	40
Païement aux assurances	0	0	0
Charges financières d'actualisation	36	0	36
Changement hypothèse	18	0	0
Ajustements divers	- 9	0	- 9
Sorties au titre de l'exercice	- 109	- 103	11
Produits financiers	0	28	- 28
A la clôture	685	675	50
Variation de l'exercice, dont :	- 24	- 75	51

Paiement en actions : Il n'existe pas d'avantages accordés sous forme d'options d'achat ou de souscription d'actions de la société. Les avantages accordés sous forme d'attributions gratuites d'actions sont évalués à la juste valeur à la date d'attribution des instruments de capitaux propres attribués à cette date.

Ces avantages sont comptabilisés en contrepartie des capitaux propres en charges de personnel linéairement étalées sur la période d'acquisition, car il s'agit de plans « equity settled ».

Sur l'exercice, ces avantages ont été comptabilisés en charges de personnel pour un montant de 230 K€ provenant des attributions gratuites d'actions suivantes (seuls plans en cours) :

- Le 8 février 2010 et le 18 mars 2011 (61 K€) : 2 500 et 2 800 actions existantes de SAM SA au profit du Président Directeur général et de 8 salariés du groupe. Ces attributions ne deviendront définitives qu'à l'issue d'une période d'acquisition de deux ans, les bénéficiaires devant ensuite conserver les actions ainsi attribuées pendant deux années.
- Le 26 juillet 2011 (169 K€) : conformément à l'autorisation donnée le 26/7/2011 par l'associé unique d'attribuer jusqu'à 10% du capital sur une durée de 38 mois, 27 770 actions (6%) à émettre de SAM Outillage SAS ont été attribuées gratuitement au Président et à un salarié de SAM Outillage SAS. L'attribution définitive interviendra en juillet 2013 pour la 1/2 d'entre elles dont les objectifs sont d'ores et déjà remplis au 31 décembre 2011, et en juillet 2013 pour l'autre moitié, dès lors que les conditions de performance calculées sur un EBITDA opérationnel minimum de 3 141 K€ pour le Groupe SAM en 2012 auront été atteintes. Ces 27 770 actions, représentant lors de leur attribution une valeur de 813 K€ (calculée sur l'actif net à la date d'attribution), deviendront disponibles en juillet 2015.

XII. RÉMUNÉRATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION

	2011	2010
Rémunération versée par la mère à ses administrateurs	51	54
Rémunération versée par les filiales à ses administrateurs	–	–
Rémunération versée aux principaux dirigeants (1)	1 060	977
Rémunération versée par l'ensemble du groupe	1 111	1 031

(1) Correspond à la rémunération des dix personnes les mieux rémunérées

XIII. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Aucun de ces frais présentés ci-après n'est capitalisé, les critères d'activation prévus par l'IAS 38 n'étant pas remplis :

	2011	2010
Frais de recherche et développement	273	92

XIV. FRAIS NON COURANTS

Ces frais soit 209 K€ ne concernent que les frais d'acquisitions en matière de croissance externe.

XV. INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe n'a qu'une seule activité : l'outillage à main et petits équipements connexes. Le groupe n'a pas identifié d'exposition à des risques ou rentabilités différentes justifiant de secteurs d'activités ou géographiques distincts.

XVI. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES :

Le Groupe a pris le contrôle en 2011 des actifs et passifs des sociétés PTS/IPS et RODAC. Les actifs nets acquis et le goodwill, comptabilisés de façon provisoire, sont détaillés ci-dessous :

PTS/IPS (acquisition : fin juillet 2011)

(en milliers d'euros)	Montant comptabilisé à la date	Ajustements comptabilisés	TOTAL
Juste valeur des actifs nets acquis	1 343	–	1 343
Prix d'acquisition et complément de prix	3 300	–	3 300
Goodwill	1 957	–	1 957

Compte tenu de la très forte probabilité du paiement du complément de prix, celui-ci a été appréhendé dans le prix d'acquisition.

RODAC (acquisition : fin décembre 2011)

(en milliers d'euros)	Montant comptabilisé à la date	Ajustements comptabilisés	TOTAL
Juste valeur des actifs nets acquis	749	–	749
Prix d'acquisition et complément de prix	759	–	759
Goodwill	11	–	11

La justification des écarts d'acquisition repose sur les synergies attendues des regroupements. Aucun indice de perte de valeur n'ayant été observé depuis les dates d'acquisition et les résultats étant conformes aux attentes, aucune dépréciation n'avait lieu d'être enregistrée au 31 décembre 2011.

XVII. AUTRES INFORMATIONS ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Au cours de la période aucun élément exceptionnel, changement d'estimation, mouvement sur emprunt obligataire, rachat sur capitaux propres ou changement sur les engagements n'est intervenu autres que ceux inclus dans les comptes.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société SAM S.A, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre des principes comptables appliqués, votre société apprécie à chaque clôture :

- Les Goodwill dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2011 s'établit à 1.968 K€ euros. Ils ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites au paragraphe IV ACTIF NON COURANT dans la note 4.7 « Dépréciations des actifs » de l'annexe consolidée. Nos travaux ont consisté à examiner les modalités de mise en œuvre de ces tests fondés sur l'actualisation des flux futurs de trésorerie, contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis pour chacune des divisions sous le contrôle du Groupe. Par ailleurs, nous avons vérifié que la note 4.7 de l'annexe consolidée donne une information appropriée.
- L'évaluation et les dépréciations de stocks selon les modalités décrites au paragraphe V ACTIF COURANT dans la note 5.1. « Stocks et encours » de l'annexe consolidée. Nous avons procédé à l'appréciation des méthodes retenues au niveau du groupe en matière d'évaluation et de dépréciation de stocks, décrite dans la note de l'annexe consolidée, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche, et procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations comptables.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon et Seyssinet, le 23 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS GOURGUE :
Commissaire aux Comptes
Sylvain DOSSE

CAP OFFICE :
Commissaire aux Comptes
Frédéric BOUQUOT



COMPTES SOCIAUX

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)

			EXERCICE 2011	EXERCICE 2010
PRODUITS D'EXPLOITATION	(note 9)	(I)	374	368
Chiffre d'affaires net total			340	340
Transferts de charges			34	28
 CHARGES D'EXPLOITATION	(note 6)	(II)	1 321	652
Autres achats et charges externes			408	193
Impôts, taxes et versements assimilés			71	27
Charges de personnel	(note 3 et 8)		548	266
Charges sociales			188	83
Dotations aux amortissements			14	0
Autres charges	(note 8)		92	83
 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION		(I - II)	- 947	- 284
 PRODUITS FINANCIERS		(III)	3 575	1 030
Produits financiers de participation	(note 6)		3 500	1 007
Reprises de provisions sur actions propres	(note 3)		0	0
Produits nets sur cessions d'actions propres			0	1
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières			75	22
 CHARGES FINANCIERES		(IV)	2	1
Dotations aux provisions sur actions propres	(note 3)		0	0
Intérêts et charges assimilées			2	1
VNC sur cession d'actions propres			0	0
 2 - RÉSULTAT FINANCIER		(III - IV)	3 573	1 029
 3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(1 + 2)	2 626	745
 PRODUITS EXCEPTIONNELS		(V)	14	0
Autres produits exceptionnels			14	0
 CHARGES EXCEPTIONNELLES		(VI)	0	0
Valeur nette des actifs cédés			0	0
 4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL		(V - VI)	14	0
 Impôt sur les bénéfices	(note 10)	(VII)	- 282	- 67
 5 - TOTAL DES PRODUITS		(I + III + V)	3 963	1 398
 6 - TOTAL DES CHARGES		(II + IV + VI + VII)	1 040	586
 7 - RÉSULTAT NET		(5 - 6)	2 923	812

BILAN (en milliers d'euros)**ACTIF**

		AU 31.12.2011		AU 31.12.2010
		Montant brut	Amortissements provisions	Montant net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations corporelles	(note 1)	71	14	57
Participations	(note 6)	7 310		7 310
Autres immobilisations financières		1		0
	TOTAL (I)	7 382	14	7 310
ACTIF CIRCULANT				
Autres créances	(note 5)	3 056		819
Actions propres	(note 3)	355		346
Valeurs mobilières de placement	(note 2)	202		962
Disponibilités		2 083		1 547
	TOTAL (II)	5 696		3 674
Charges constatées d'avance		5		6
	TOTAL GENERAL (I à II)	13 083	14	10 990

PASSIF

CAPITAUX PROPRES				
Capital social versé	(note 4)		7 408	7 408
Réserve légale			281	240
Autres réserves			1 201	873
Report à nouveau			655	653
Résultat de l'exercice			2 923	812
	TOTAL (I)		12 468	9 986
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
	(note 3)		64	72
	TOTAL (II)		64	72
DETTES				
	(note 5 à 7)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			45	75
Dettes fiscales et sociales			300	72
Autres dettes			192	785
	TOTAL (III)		537	932
	TOTAL GENERAL (I à III)		13 069	10 990

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

I. PRINCIPES ET RÈGLES COMPTABLES

1.0 Précisions

La vocation de la société SAM SA consiste à assurer des prestations de direction auprès de sa seule filiale SAM OUTILLAGE SAS ainsi que des filiales de cette dernière, et à représenter l'activité d'outillage à main sur les marchés boursiers et auprès de l'administration fiscale en tant que société mère du groupe fiscal constitué avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2001.

Aucun tableau de financement n'est présenté du fait de la simplicité de fonctionnement de la société et de la transparence en résultant.

1.1 Références de base

Les comptes annuels de la Société, d'une durée de 12 mois en 2011, sont établis conformément aux dispositions de la législation française.

Ils ont été arrêtés le 27 mars 2012 par le Conseil d'Administration de la Société, dans le respect du principe de prudence, de permanence des méthodes comptables, d'indépendance des exercices et dans la perspective de continuité de l'exploitation.

1.2 Méthodes d'évaluation

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est basée sur la méthode des coûts historiques.

Pour les immobilisations financières cette évaluation au coût historique est comparée à la valeur d'usage. Celle-ci est généralement déterminée par référence aux capitaux propres de la société détenue, à sa contribution à l'activité du groupe et à ses perspectives de développement et de résultat.

Des provisions pour dépréciation des actifs sont constituées chaque fois que la valeur d'inventaire, d'usage ou celle probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable d'un élément de l'actif.

II. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES (en milliers d'euros K€)

Note 1 - Immobilisations corporelles

Les mouvements des valeurs brutes et amortissements se présentent ainsi :

	Valeur brute au 01/01/2011	Acquisitions	Cession	Valeur brute au 31/12/2011
Véhicules	-	69	-	69
Matériel bureau et informatique	-	2	-	2
TOTAL	-	71	-	71

	Cumul amt au 31/12/2010	Dotation amt 2011	Reprise amt 2011	Reprises dues aux cessions ou rebuts	TOTAL 31/12/2011
Véhicules	-	14	0	0	14
Matériel bureau et informatique	-	1	0	0	1
TOTAL	-	14	0	0	14

Les immobilisations sont amorties en mode linéaire et sur les durées suivantes :

- véhicules : 4 ans
- matériel de bureau et informatique : 3 ans.

Note 2 - Valeurs mobilières de placement

Ce poste inclut essentiellement, valorisés à leur coût d'acquisition, des placements à court terme, parts de FCP, SICAV ou dépôts à terme, sans risque sur le capital. A la clôture de l'exercice la valeur de marché totale correspond à la valeur inscrite au bilan.

Note 3 - Actions propres

Les actions propres, au nombre de 14 302 en fin d'exercice, sont valorisées à leur coût d'acquisition pour 355 K€.

Les actions détenues au titre du contrat de liquidité ainsi que les actions propres disponibles pour être attribuées à des plans d'actions gratuites ou de stocks options, font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur coût d'acquisition est supérieur à leur valeur actuelle.

Les actions propres affectées à un plan font quant à elles l'objet d'une provision (conformément à l'avis 08-17 du CNC du 6/11/2008) étalée prorata temporis sur la durée d'acquisition des droits par les bénéficiaires. Cette provision (soit 61 K€ en 2011), calculée sur le coût d'entrée des actions rachetées ou sur le coût probable de rachat, est présentée en charges de personnel.

Les actions propres affectées au 31.12.2011 à un plan représentent 5 300 actions dont 2 500 attribuées en 2010 et 2 800 attribuées en 2011.

Note 4 - Composition du capital social

Le nombre d'actions composant le capital social est inchangé à 379 874 actions de 19,50 €.

Note 5 - Créances et dettes

Les créances et dettes sont en totalité à moins d'un an.

Note 6 - Entreprises liées

Des positions avec les entreprises liées existent dans les postes : participations 7 310 K€, dettes fournisseurs 7 K€, compte courant de convention de trésorerie 2 618 K€, compte courant de gestion 4 K€, compte courant IS 54 K€, créances clients 68 K€, charges d'exploitation 41 K€, produits d'exploitation 374 K€ et produits financiers de participation 3 500 K€.

Note 7 – Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer sont incluses dans les postes de bilan, fournisseurs factures non parvenues pour 8 K€ et autres dettes pour 121 K€. Il n'existe aucun produit à recevoir.

Note 8 – Personnel, informations en matière de rémunération des organes d'administration et de direction

La rémunération des organes d'administration s'est élevée au titre de l'exercice 2011 à 421 K€ dont 51 K€ de jetons de présence et 4 K€ d'avantages en nature. Parmi les organes de direction, seuls :

- le Président Directeur Général est rémunéré par la société depuis le 1^{er} décembre 2009, et
- le Directeur général délégué est rémunéré par la société depuis le 1^{er} janvier 2011.

Note 9 – Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation sont constitués de prestations refacturées à la filiale Sam Outillage.

Note 10 – Impôts sur les bénéfices

Dans le cadre de l'intégration fiscale, le groupe a opté pour une prise en charge par chaque société de l'impôt qu'elle aurait eu à acquitter sans ce régime. Aussi toutes les charges et profits d'impôts transitent par le poste impôt du compte de résultat. Chez la Mère les économies temporaires d'impôt à reverser aux filiales ultérieurement font l'objet d'une provision exceptionnelle pour risques le cas échéant.

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice intègre un profit net de 272 K€ lié au groupe fiscal. A ce produit se rajoute un complément de produit d'impôts 2010 lié au crédit d'impôt recherche 2010 de SAM Outillage, pour un montant de 10 K€.

Note 11 – Liste des filiales et participations

Les informations sont développées sur le tableau des filiales ci-joint.

Note 12 – Engagements

La société n'a reçu ou donné aucun engagement.

Note 13 – Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires au titre de l'exercice 2011 sont de 30,2 K€ pour SAM SA et sa filiale.



RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2007	2008	2009	2010	2011
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (en milliers d'euros)	7 408	7 408	7 408	7 408	7 408
Nombre d'actions ordinaires existantes	379 874	379 874	379 874	379 874	379 874
Nombre d'actions ordinaires ajustées	379 874	379 874	379 874	379 874	379 874
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE (en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	0	0	28	340	340
Résultat avant impôts, amortissements et autres	567	762	825	745	2 627
Impôt sur les bénéfices	- 60	- 66	- 85	- 67	- 282
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, amortissements et autres	627	828	910	812	2 923
Résultat distribué	418	418	418	456	456 (a)
RESULTATS PAR ACTION AJUSTEE (en euros)					
Résultat après impôts, mais avant amortissements et autres	1,65	2,18	2,40	2,14	7,66
Résultat après impôts, amortissements et autres	1,65	2,18	2,40	2,14	7,69
Dividende net attribué à chaque action	1,10	1,10	1,10	1,20	1,20 (a)
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés de l'exercice	0	0	0	1	2

(a) montant de la distribution proposé par le Conseil d'administration

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES (en milliers d'euros)

	SAM Outillage	SAM* Herramientas	PTS*	IPS*	RODAC*
N° SIREN	338 002 231	B-81964413	398 764 712	441 833 076	17 356 407
Capital	7 500	108	300	100	204
Nombre d'actions détenues	479 500	100	600	1 000	450
Capitaux propres autres que le capital, hors résultat de l'exercice	5 655	251	742	174	431
Quote-part du capital détenu	100%	100%	100%	100%	100%
Valeur comptable des titres détenus :					
- brute d'origine	7 310	108	3 200	100	759
- nette d'origine	7 310	108	3 200	100	759
Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	691	néant	néant	néant	néant
Montant des cautions et avals donnés par la société	119	néant	néant	néant	néant
Chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice	29 920	1 218	4 967	846	4 021
Résultat net de l'exercice	754	- 49	- 152	101	113
Dividendes encaissés par la société mère au cours de l'exercice	3 500	0	0	0	0

* Filiale de Sam outillage

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société SAM S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les titres de participations, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2011 s'établit à 7.309.809 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites au paragraphe I « Principes et règles comptables » dans la note 1.2 « Méthodes d'évaluation » de l'annexe des comptes annuels.
- Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode comptable précitée et nous avons contrôlé les informations fournies dans les notes de l'annexe des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Lyon et Seyssinet, le 23 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS GOURGUE :
Commissaire aux Comptes
Sylvain DOSSE

CAP OFFICE :
Commissaire aux Comptes
Frédéric BOUQUOT

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé :

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article 225.38 du code de commerce.

Convention autorisée depuis la clôture :

Nous avons été avisés de la convention suivante, autorisée depuis la clôture de l'exercice écoulé, qui a fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration le 27 mars 2012.

Personnes concernées : Monsieur Joseph LAFONT et Monsieur Vincent ROUXEL, rapporteurs du Comité d'audit et administrateurs de la société.

Nature et objet : Chaque rapporteur administrateur percevra une rémunération exceptionnelle de 2 000 € par jour d'intervention. La durée standard de la mission spéciale des rapporteurs du Comité d'audit porte en moyenne sur deux jours et la fréquence est d'une fois par an.

Modalités : Cette rémunération exceptionnelle leur sera versée à compter de 2012, le mois suivant l'arrêté des comptes annuels par le conseil d'administration.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé :

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Convention de prestations de services entre SAM S.A. et SAM Outillage :

Nature, objet et modalités : Facturation de prestations de services de la société SAM S.A. à la société SAM Outillage. Quatre grandes catégories de services ont été isolées :

- L'exécution de services de direction et de coordination ;
- L'exécution de services d'animation et d'assistance ;
- L'exécution de services de gestion et de contrôle ;
- L'exécution de services de représentation ;

Les facturations mensuelles sont établies sur des bases estimées en fonction des budgets annuels prévisionnels puis régularisées sur la base des coûts réels engagés par la société mère. Les montants facturés hors taxes sur l'exercice sont évalués sur la base des coûts réels supportés par la maison mère majorés de 5%. Par convention, il a été convenu que pendant la durée de la double gouvernance, la détermination de la base de calcul ne prend en compte que la moitié des coûts réels supportés par la société mère. Au titre de l'exercice 2011, la société mère a facturé à sa filiale une rémunération mensuelle de 28 317 € HT. Le produit d'exploitation comptabilisé sur l'exercice social s'élève à 339 804 € HT.

2. Convention de prestations de services entre SAM Outillage et SAM S.A. :

Nature, objet et modalités : Facturation de prestations de services de la société SAM Outillage à la société SAM S.A. Ces prestations concernent l'assistance matérielle (mise à disposition de locaux), l'assistance aux obligations liées à la présence de SAM S.A. sur le marché boursier, le secrétariat général et la gestion administrative, comptable, fiscale et financière de SAM S.A. Les facturations mensuelles seront établies sur des bases estimées en fonction des budgets annuels prévisionnels puis régularisées sur la base des coûts réels engagés par la filiale. Les montants facturés hors taxes sur l'exercice sont évalués sur la base des coûts réels supportés par la filiale majorés de 5%. Au titre de l'exercice 2011, la filiale a facturé à la société mère une rémunération mensuelle de 3 378,70 €. La charge d'exploitation comptabilisée sur l'exercice social s'élève à 40 544,40 €.

Lyon et Seyssinet, le 23 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS GOURGUE :
Commissaire aux Comptes

Sylvain DOSSE

CAP OFFICE :
Commissaire aux Comptes

Frédéric BOUQUOT

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE CONTROLE INTERNE

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société SAM S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du conseil d'administration de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par les articles L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Lyon et Seyssinet, le 23 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS GOURGUE :
Commissaire aux Comptes
Sylvain DOSSE

CAP OFFICE :
Commissaire aux Comptes
Frédéric BOUQUOT

TEXTE DES RÉSOLUTIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 22 JUIN 2012

RÉSOLUTIONS DE NATURE ORDINAIRE

PREMIÈRE RÉSOLUTION

(Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011)

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes sociaux annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale, statuant en application de l'article 223 quater du Code général des impôts, constate qu'aucune dépense et charge non déductible fiscalement, visée à l'article 39-4 dudit code n'a été engagée sur l'exercice.

Elle donne quitus entier et sans réserve aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat au cours de l'exercice écoulé.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2011, qui s'élève à 2 922 581,06 € augmenté du report à nouveau bénéficiaire qui s'élève à 655 727,20 € (dont 15 727,20 € au titre des actions auto-détenues), soit la somme totale de 3 578 308,26 €, de la manière suivante :

- La somme de : 146 129,05 €
au compte « Réserve légale » qui passera ainsi de 280 855,86 € à 426 984,91 €

- La somme de : 455 848,80 €
à titre de dividendes, soit un dividende de 1,20 euro par action, étant précisé que les actions auto détenues par la Société ne donnent pas droit à dividendes, les sommes correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions seront affectés au compte report à nouveau,

- La somme de : 1 976 330,41 €
au compte « Réserves facultatives » qui passera ainsi de 1.201.531,30 € à 3 177 861,71 €

- Le solde, soit la somme de : 1 000 000,00 €
au compte « Report à nouveau »

La mise en paiement des dividendes aura lieu à compter du 29 juin 2012 dans les délais légaux.

Sur le plan fiscal, ce dividende ouvrira droit, au profit des actionnaires personnes physiques résidents français n'ayant pas opté pour le prélèvement forfaitaire libératoire de 21 % hors prélèvements sociaux, à l'abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant.

Conformément à la loi, l'assemblée générale rappelle que les dividendes distribués, par action, au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

	Dividendes par action	Montant éligible à la réfaction visée à l'article 158 3 2° du Code général des impôts	Montant non éligible à la réfaction visée à l'article 158 3 2° du Code général des impôts
Exercice clos le 31 déc. 2010	1,20 €	1,20 €	0 €
Exercice clos le 31 déc. 2009	1,10 €	1,10 €	0 €
Exercice clos le 31 déc. 2008	1,10 €	1,10 €	0 €

TROISIÈME RÉSOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011)

L'assemblée générale, connaissance prise des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

(Approbation des conventions réglementées)

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce, approuve les termes dudit rapport.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Noël Guichard)

L'assemblée générale, constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Noël Guichard arrive à expiration ce jour, décide de renouveler son mandat pour une période de trois années expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice devant se clore le 31 décembre 2014.

Monsieur Noël Guichard a déclaré par avance accepter les fonctions qui viennent de lui être renouvelées et a déclaré qu'il n'exerçait aucune fonction et n'est frappé d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer lesdites fonctions.

SIXIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation à conférer au Conseil d'administration pour l'achat par la Société de ses propres actions dans les conditions de l'article L.225-209 du Code de commerce et des articles 241-1 et suivants du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration donne, pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée, l'autorisation au conseil d'administration d'opérer sur les actions de la Société, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de Commerce et des articles 241-1 et suivants du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, avec

faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi.

L'achat des actions ainsi que leur vente ou transfert pourront être réalisés, en une ou plusieurs fois, à tout moment, y compris en période d'offre publique, et par tous moyens, en particulier par intervention sur le marché ou hors marché, y compris par des transactions de blocs, à l'exception de l'utilisation de produits dérivés. La part maximale du programme de rachat pouvant être effectuée par voie d'acquisition ou de cession de blocs de titres pourra atteindre la totalité du programme de rachat d'actions autorisé.

La Société pourra :

- acquérir ses propres actions jusqu'à concurrence de 10 % des actions composant le capital social tel qu'il serait ajusté en fonction d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la présente décision et sous déduction des actions auto-détenues, à un prix par action au plus égal à 55 euros. Toutefois, lorsque les actions seront rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, le nombre d'actions à prendre en compte pour le calcul de la limite de 10% correspondra au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation. Par ailleurs, le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, ne pourra excéder 5% du capital social tel qu'il serait ajusté en fonction d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la présente décision ;
- vendre, céder ou transférer par tous moyens, tout ou partie des actions ainsi acquises ;
- ou encore annuler lesdites actions par voie de réduction du capital social, sous réserve de l'adoption de la septième résolution et ce, dans la limite de 10% du capital de la Société par périodes de 24 mois.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, de division ou regroupement des titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

Les acquisitions d'actions pourront être effectuées en vue de, par ordre de priorité décroissant :

- animer le titre de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI du 23 septembre 2008, approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers le 1er octobre 2008 conclu avec un prestataire de service d'investissement agissant de manière indépendante ;
- consentir des options d'achat d'actions aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société, ou leur proposer d'acquérir des actions dans les conditions prévues aux articles L.3332-1 et suivants et R.3332-4 du Code du travail ou attribuer gratuitement aux salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et

des sociétés visées à l'article L.225-197-2 du Code de Commerce des actions de la Société ou attribuer des actions dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion ;

- annuler tout ou partie des actions acquises, par voie de réduction de capital, sous réserve de l'adoption de la septième résolution ;
- conserver les actions acquises en vue de leur remise ultérieure en paiement ou en échange, dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, conformément à la réglementation applicable.

Le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme est fixé à 2 089 307 euros.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour passer tous ordres, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et, généralement, faire le nécessaire.

La présente autorisation annule et remplace la précédente autorisation conférée par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 20 mai 2011 sous la septième résolution.

RÉSOLUTIONS DE NATURE EXTRAORDINAIRE

SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'annuler les actions auto-détenues par la Société dans le cadre du programme de rachat)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée :

- à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, les actions acquises par la Société dans le cadre de l'article L.225-209 du Code de Commerce et du programme de rachat d'actions visé sous la sixième résolution, dans la limite de 10% du capital, tel qu'il serait ajusté en fonction d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la présente décision, par périodes de vingt-quatre mois et à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur de rachat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles,
- à modifier, en conséquence, les statuts et à accomplir toutes les formalités nécessaires.

La présente autorisation annule et remplace la précédente autorisation conférée par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 20 mai 2011 sous la huitième résolution.

HUITIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et après avoir constaté

que le capital social est entièrement libéré, décide, en application des dispositions des articles L.225-129, L.225-129-2, L.228-91 et L.228-92 et suivants du Code de Commerce :

1) de déléguer au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de décider de procéder, dans un délai de vingt-six (26) mois à compter de ce jour, en une ou plusieurs fois, dans les proportions qu'il appréciera et à l'époque ou à des époques qu'il fixera, tant en France qu'à l'étranger, à une ou plusieurs augmentation(s) de capital en employant, dans la limite des plafonds globaux maximum déterminés ci-après, séparément ou cumulativement les procédés suivants :

1.1 Augmentation de capital par émission de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital social, à souscrire en numéraire et à libérer en espèces ou par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, à l'exception d'actions de préférence ou de valeurs mobilières donnant droit immédiatement ou à terme à des actions de préférence ;

1.2 Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes d'émission ou tout autre élément susceptible d'être incorporé au capital au moyen de l'élévation de la valeur nominale des actions existantes ou de la création d'actions nouvelles gratuites de même type que les actions existantes.

2) d'arrêter, comme suit, les limites des opérations ainsi autorisées :

2.1 le plafond nominal global de la ou des augmentation(s) de capital susceptible(s) de résulter de l'émission des valeurs mobilières visées au 1.1 est fixé à 6.000.000 euros,

2.2 le plafond nominal global de l'augmentation de capital par incorporation visée au 1.2 est fixé à 3.000.000 euros et s'ajoute au plafond global fixé à l'alinéa précédent,

Etant précisé, qu'à chaque montant nominal maximal, visés ci-dessus, pourra s'ajouter le montant nominal maximal des actions ordinaires à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux dispositions contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital.

En outre, le montant nominal global des émissions de titres d'emprunt donnant accès au capital ne pourra excéder 6.000.000 euros.

3) que les valeurs mobilières pourront être émises soit en euros, soit en monnaie étrangère, dans la limite du plafond autorisé en euros ou de sa contre-valeur à la date d'émission.

4) que les actionnaires pourront, dans les conditions prévues par la loi, exercer leur droit préférentiel de souscription.

Le Conseil d'administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible

proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et en tout état de cause dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil d'administration pourra, outre les autres facultés prévues par l'article L.225-134 du Code de Commerce, offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

5) que la présente délégation emporte, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions de la Société susceptibles d'être émises, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.

6) de conférer tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence et, notamment, à l'effet :

- de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer,
- d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à émettre,
- de décider que les droits des actionnaires formant rompus en cas d'émission d'actions par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues sur le marché,
- de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis,
- le cas échéant, de prévoir les conditions de leur rachat en bourse et la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ainsi que de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires.

En outre, le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les prime(s) d'émission et, notamment, celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater la ou les augmentation(s) de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts.

En cas d'émission de titres d'emprunt donnant accès au capital, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable et avec ou sans prime, les modalités

d'amortissement en fonction des conditions du marché et des conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société et les autres modalités d'émission.

La présente délégation de compétence annule et remplace la précédente autorisation conférée par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 28 mai 2010 sous la quatorzième résolution.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par voie d'offre au public, par émission sans droit préférentiel de souscription, de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L.225-129, L.225-129-2, L.225-135, L.225-136 et L.228-91 et suivants du Code de Commerce :

- 1) délègue sa compétence au Conseil d'administration à l'effet de décider de procéder, dans le délai de vingt-six mois visé à la résolution qui précède, par voie d'offre au public, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à une ou plusieurs augmentation(s) de capital par émission, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à une quotité du capital social, telles que prévues au 1.1 de la résolution précédente, y compris si ces valeurs mobilières sont émises en application de l'article L.228-93 du Code de Commerce, à l'exception d'actions de préférence ou de valeurs mobilières donnant droit immédiatement ou à terme à des actions de préférence.
- 2) fixe à 6.000.000 euros (i) le plafond nominal global de la ou des augmentation(s) de capital susceptible(s) de résulter de l'émission de ces valeurs mobilières sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, et (ii) le montant nominal global des émissions de titres d'emprunt donnant accès au capital,
Au montant nominal maximal des augmentations de capital visé ci-dessus, pourra s'ajouter le montant nominal maximal des actions ordinaires à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux dispositions contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, le tout dans la limite de la fraction non utilisée des plafonds globaux fixés à la huitième résolution.
- 3) décide :
 - que les valeurs mobilières ci-dessus prévues pourront être émises soit en euros, soit en monnaie étrangère, dans la limite du plafond autorisé en euros ou de sa contre-valeur à la date d'émission ;
 - de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières émises dans le cadre de la présente résolution, en lais-

sant toutefois au Conseil d'administration la faculté de conférer aux actionnaires, conformément aux articles L.225-135 5ème alinéa et R.225-131 du Code de Commerce, pendant la durée et selon les modalités qu'il fixera, un délai de priorité d'une durée minimale de trois jours de bourse pour souscrire, en proportion de leur part de capital, aux valeurs mobilières émises, sans que ceci puisse donner lieu à la création de droits cessibles ou négociables. Cette priorité de souscription pourra, si le Conseil d'administration l'estime opportun, être exercée tant à titre irréductible que réductible ;

- sous réserve de l'autorisation conférée sous la onzième résolution, que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions qui sera émise ou créée par souscription, conversion, échange, remboursement, exercice de bons ou autres, devra être au moins égale à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5%, conformément à l'article R.225-119 du Code de Commerce.
- 4) prend acte que la présente décision emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription à tous titres donnant accès au capital auxquels donneront droit les valeurs mobilières elles-mêmes émises sans droit préférentiel de souscription des actionnaires.
- 5) confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet :
 - de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer,
 - d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à émettre,
 - de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis,
 - le cas échéant, de prévoir les conditions de leur rachat en bourse et la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ainsi que de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires.

En outre, le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les prime(s) d'émission et, notamment, celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater la ou les augmentation(s) de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts.

En cas d'émission de titres d'emprunt donnant accès au capital, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable et avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et des conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société.

DIXIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par voie d'offre par placement privé au sens de l'article L.411.2 II du Code monétaire et financier, par émission sans droit préférentiel de souscription, de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L.225-129, L.225-129-2, L.225-135, L.225-136 et L.228-91 et suivants du Code de Commerce :

1) délègue sa compétence au Conseil d'administration à l'effet de décider de procéder, dans le délai de vingt-six mois visé à la huitième résolution, par voie d'offre par placement privé au sens de l'article L.411.2 II du Code monétaire et financier, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à une ou plusieurs augmentation(s) de capital par émission, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à une quotité du capital social telles que prévues au 1.1 de la huitième résolution y compris si ces valeurs mobilières sont émises en application de l'article L.228-93 du Code de Commerce, à l'exception d'actions de préférence ou de valeurs mobilières donnant droit immédiatement ou à terme à des actions de préférence.

2) fixe à 3.000.000 euros (i) le plafond nominal global de la ou des augmentation(s) de capital susceptible(s) de résulter de l'émission de ces valeurs mobilières sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, et (ii) le montant nominal global des émissions de titres d'emprunt donnant accès au capital,

Au montant nominal maximal des augmentations de capital visé ci-dessus, pourra s'ajouter le montant nominal maximal des actions ordinaires à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux dispositions contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital.

étant précisé qu'en application des dispositions de l'article L.225-136 3° du Code de Commerce, le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 20% du capital social au cours d'une même période annuelle. Cette limite

sera appréciée au jour de la décision du Conseil d'administration d'augmenter le capital social.

le tout dans la limite de la fraction non utilisée des plafonds globaux fixés à la huitième résolution.

3) décide :

- que les valeurs mobilières ci-dessus prévues pourront être émises soit en euros, soit en monnaie étrangère, dans la limite du plafond autorisé en euros ou de sa contre-valeur à la date d'émission ;
- de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières émises dans le cadre de la présente résolution, en laissant toutefois au Conseil d'administration la faculté de conférer aux actionnaires, conformément aux articles L.225-135 5ème alinéa et R.225-131 du Code de Commerce, pendant la durée et selon les modalités qu'il fixera, un délai de priorité d'une durée minimale de trois jours de bourse pour souscrire, en proportion de leur part de capital, aux valeurs mobilières émises, sans que ceci puisse donner lieu à la création de droits cessibles ou négociables. Cette priorité de souscription pourra, si le Conseil d'administration l'estime opportun, être exercée tant à titre irréductible que réductible ;
- sous réserve de l'autorisation conférée sous la douzième résolution, que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions qui sera émise ou créée par souscription, conversion, échange, remboursement, exercice de bons ou autres, devra être au moins égale à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5%, conformément à l'article R.225-119 du Code de Commerce.

4) prend acte que la présente décision emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription à tous titres donnant accès au capital auxquels donneront droit les valeurs mobilières elles-mêmes émises sans droit préférentiel de souscription des actionnaires.

5) confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet :

- de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer,
- d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à émettre,
- de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis,
- le cas échéant, de prévoir les conditions de leur rachat en bourse et la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ainsi que de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires

de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires.

En outre, le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les prime(s) d'émission et, notamment, celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater la ou les augmentation(s) de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts.

En cas d'émission de titres d'emprunt donnant accès au capital, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable et avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et des conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société.

ONZIÈME RÉOLUTION

(Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de fixer le prix d'émission des valeurs mobilières qui seraient émises avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre de la délégation de compétence, objet des neuvième et dixième résolutions)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article L.225-136 du Code de Commerce et sous réserve de l'adoption des neuvième et dixième résolutions, autorise le Conseil d'administration à fixer le prix d'émission des valeurs mobilières émises dans le cadre des délégations visées sous les neuvième et dixième résolutions et dans la limite de 10% du capital par an apprécié au jour de la décision du Conseil d'administration, tel qu'il serait ajusté en fonction d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la présente décision, à un prix qui ne pourra être inférieur, au choix du Conseil d'administration, selon les circonstances :

- au prix moyen pondéré par le volume de l'action des 20 séances de bourse précédant la fixation du prix d'émission, ou
- au prix moyen pondéré par le volume de l'action de la séance de bourse précédant la fixation du prix d'émission, ou
- dans les deux cas, éventuellement diminué d'une décote maximale de 5% et dans la limite de la valeur nominale.

DOUZIÈME RÉOLUTION

(Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital consentis à la société et des apports de titres réalisés au profit de la société dans le cadre d'une offre publique d'échange)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des

commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L.225-147, L.225-148, L.225-129 à L.225-129-6 et L.228-92 du Code de Commerce :

1) délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence à l'effet de procéder, s'il le juge opportun, dans le délai de vingt-six mois à compter de ce jour et dans la limite de la fraction non utilisée des plafonds fixés au paragraphe 2 des neuvième et dixième résolutions, à l'émission, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires, de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à une quotité du capital social, destinée à :

1.1 conformément aux dispositions de l'article L.225-147 alinéa 6 du Code de Commerce et dans la limite de 10% du capital social tel qu'il serait ajusté en fonction d'opérations pouvant l'affecter postérieurement à la présente décision, rémunérer les apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital lorsque les dispositions de l'article L.225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables,

1.2 conformément aux dispositions de l'article L.225-148 du Code de Commerce, rémunérer les apports de titres réalisés, au profit de la Société, dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée en France ou à l'étranger par la Société sur des titres d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé tel que visé par ledit article,

2) prend acte que la présente décision emporte renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription à tous titres donnant accès au capital auxquels donneront droit les valeurs mobilières elles-mêmes émises sans droit préférentiel de souscription des actionnaires,

3) décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de mettre en œuvre, s'il le juge opportun, la présente délégation de compétence et, notamment, en vue de :

- déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les prix et conditions des émissions, notamment la parité d'échange et, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces, fixer les montants à émettre, fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à émettre, décider les conditions de leur rachat en bourse et la suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ainsi que de fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

- procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les prime(s) d'émission et, notamment, celle

des frais entraînés par la réalisation des émissions, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentation(s) de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts.

La présente autorisation annule et remplace l'autorisation accordée par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 28 mai 2010 dans sa dix-neuvième résolution.

TREIZIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation à donner au conseil d'administration pour attribuer gratuitement des actions aux salariés et/ou aux mandataires sociaux)

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L.225-197-1 à L.225-197-6 et L.225-129-2 du Code de Commerce :

- autorise le conseil d'administration à attribuer, s'il le juge opportun, en une ou plusieurs fois, aux conditions qu'il déterminera, gratuitement des actions de la Société existantes ou à émettre à la valeur nominale au bénéfice de tout ou partie des salariés et/ou mandataires sociaux (visés par l'article L.225-197-1, II du Code de Commerce) de la Société et des sociétés et groupements qui lui sont liés au sens de l'article L.225-197-2 du Code de Commerce ;
- en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider d'une augmentation de capital par incorporation de réserves, primes et bénéfices d'un montant nominal correspondant au nombre d'actions définitivement attribuées, étant précisé que la présente autorisation et délégation emporte, au profit des bénéficiaires des attributions gratuites d'actions, renonciation expresse des actionnaires à la partie des réserves, bénéfices ou primes qui servira à la libération des actions nouvelles attribuées gratuitement ;
- décide la création d'une réserve dite « indisponible » destinée à libérer les actions qui seront attribuées gratuitement aux bénéficiaires par voie d'émission et prend acte qu'elle n'aura plus, en conséquence, la disposition de cette réserve, exception faite de la faculté de procéder, par imputation sur cette réserve, à l'apurement de toutes pertes ou report à nouveau déficitaire qui ne pourraient être imputés sur d'autres réserves,
- décide que le nombre total d'actions attribuées gratuitement par la Société ne pourra représenter plus de 5% du montant du capital social au jour de chaque décision d'attribution prise par le conseil d'administration en tenant compte des actions attribuées gratuitement ,
- fixe à trente-huit mois à compter de ce jour, le délai pendant lequel la présente autorisation et délégation de compétence pourra être utilisée ;
- décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de deux ans à compter de la décision d'attribution et que les bénéficiaires de-

ront conserver les actions qui leur auront été attribuées gratuitement pendant une durée minimale de deux ans à compter de l'attribution définitive desdites actions ;

- décide cependant (i) qu'en cas d'invalidité d'un bénéficiaire d'attribution gratuite d'actions correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale, celui-ci pourra demander l'attribution définitive d'actions avant le terme de la période d'acquisition minimale de deux années ; de même, il pourra céder librement lesdites actions avant le terme de la période de conservation, (ii) que dans la mesure où la période d'acquisition pour tout ou partie d'une ou plusieurs attributions serait au minimum de quatre ans, le conseil d'administration sera autorisé à réduire ou supprimer la période de conservation pour les actions considérées ;

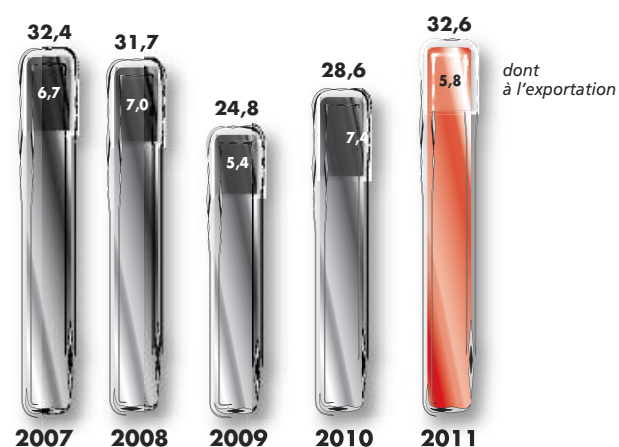
L'assemblée générale délègue tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre, s'il le juge opportun, la présente autorisation et délégation à l'effet, notamment, de :

- déterminer l'identité des bénéficiaires des attributions gratuites d'actions,
- fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, dans le cadre d'un règlement de plan d'attribution gratuite d'actions qui sera signé par chaque bénéficiaire, avec la possibilité pour le conseil, s'il le juge opportun, de modifier son choix entre l'attribution d'actions à émettre ou existante et ce, avant l'expiration de la période d'acquisition,
- adapter, en cas d'opération sur le capital de la Société pendant la période d'acquisition, le nombre d'actions gratuites attribuées en vue de garantir la neutralité desdites opérations sur les droits des attributaires à des actions de la société émettrice,
- fixer, en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, les modalités d'émission des actions nouvelles, imputer, sur les réserves, primes et bénéfices les sommes nécessaires à la libération desdites actions, doter, dès la décision d'attribution gratuite d'actions, le compte de réserve dite « indisponible », par prélèvement sur les comptes de réserves, primes ou bénéfices dont la société a la libre disposition, du montant strictement nécessaire à la réalisation de l'augmentation de capital, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélatrice des statuts,
- de manière générale, accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités pouvant découler de la mise en œuvre de la présente autorisation.

QUATORZIÈME RÉSOLUTION

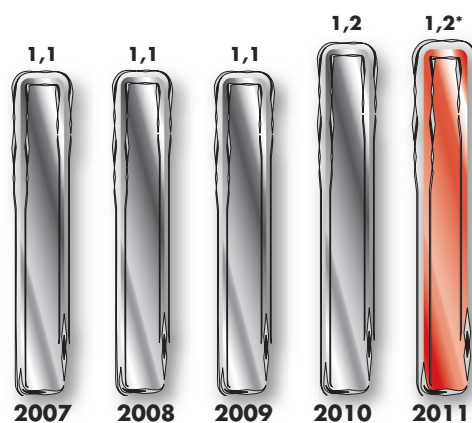
(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.



CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

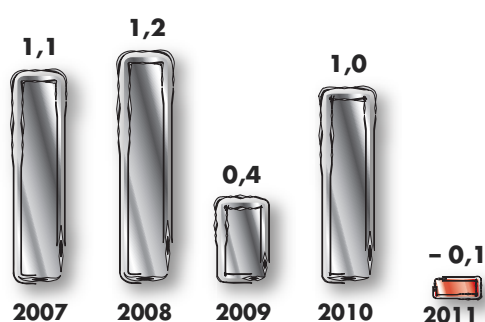
en millions d'euros



DIVIDENDE NET PAR ACTION

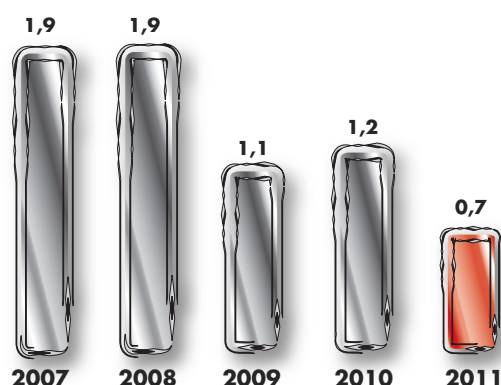
en euro

* Dividende proposé par le Conseil d'Administration.



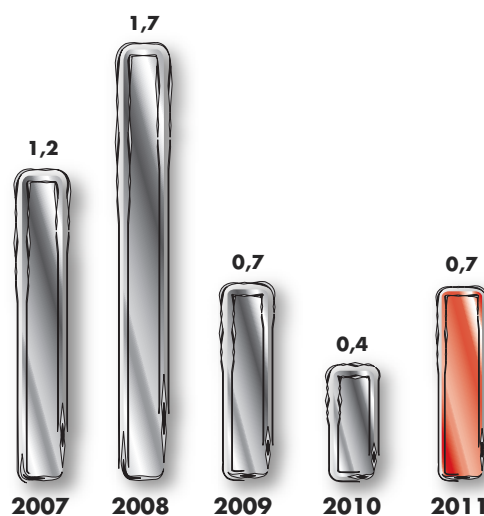
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

en millions d'euros



MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT CONSOLIDÉE

en millions d'euros



INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS CONSOLIDÉS

en millions d'euros

CHIFFRES SIGNIFICATIFS CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)

	2007		2008		2009		2010		2011	
		% C.A.		% C.A.		% C.A.		% C.A.		% C.A.
CHIFFRE D'AFFAIRES	32,4	100,0	31,7	100,0	24,8	100,0	28,6	100,0	32,6	100,0
dont à L'EXPORTATION	6,7	20,7	7,0	22,1	5,4	21,6	7,4	26,0	5,8	17,9
RESULTAT OPÉRATIONNEL	1,6	4,9	1,7	5,4	0,8	3,3	1,5	5,4	0,0	-0,1
RESULTAT NET	1,1	3,4	1,2	3,8	0,4	1,7	1,0	3,7	-0,1	-0,4
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	1,9	5,8	1,9	6,0	1,1	4,5	1,2	4,2	0,7	2,3
INVESTISSEMENTS (hors financiers)	1,2	3,7	1,7	5,4	0,7	3,0	0,4	1,4	0,7	2,3
IMMOBILISATIONS NETTES	6,7	20,5	7,4	23,3	7,1	28,7	6,8	23,8	8,9	27,2
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT NET	15,2	46,9	14,5	45,7	10,3	41,5	10,5	36,7	14,1	35,9
CAPITAUX PROPRES	20,7	63,9	21,4	67,6	21,4	86,1	21,9	76,7	21,5	65,9
ENDETTEMENT NET FINANCIER	0,0	0,1	-0,6	-1,8	-5,0	-20,3	-5,1	-18,0	-0,6	-1,8
TOTAL BILAN	36,2	111,6	35,9	113,4	31,1	125,3	32,6	114,1	38,2	117,0
EFFECTIF MOYEN	224		202		162		169		187	



EXERCICE 2011



AGENDA PRÉVISIONNEL 2012/2013

Date	Evénement
22/06/2012	Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire
29/06/2012	Paiement du dividende
03/08/2012	Publication du C.A. du 2 ^e trimestre 2012
14/09/2012	Publication du rapport financier du 1 ^{er} semestre 2012
15/11/2012	Publication du C.A. du 3 ^e trimestre 2012
15/02/2013	Publication du C.A. du 4 ^e trimestre 2012
29/03/2013	Publication des résultats annuels résumés 2012
30/04/2013	Mise en ligne du rapport financier annuel 2012

Société Anonyme au capital de 7 407 543 €
soumise à la législation française et inscrite au
compartiment C du marché d'EURONEXT Paris

Siège Social :
60, boulevard Thiers
B.P. 10528
42007 Saint-Etienne Cedex 1
France
Tél. (33) 04 77 92 13 13
Fax. (33) 04 77 92 13 28
web : www.sam-actionnaires.com
e-mail : actionnaires@sam-outillage.com

R.C.S.Saint-Etienne 433 925 344 - N° SIRET 433 925 344 00015
Code APE 6420 Z - Code Valeur ISIN FR0000044497 - Code TVA FR 57 433925344